l'Opinion

N° 2842 DATÉ DU 5 SEPTEMBRE 2024
3 €

Quotidien libéral // politique, économie, international

Comment l'immigration a remodelé la main-d'œuvre aux Etats-Unis
Notre cahier exclusif
THE WALL STREET JOURNAL.

Le Président metteur en scène de son impuissance

De cette dissolution incompréhensible et de l'incapacité inquiétante du Président à nommer un nouveau Premier ministre, on croyait avoir tout dit : théâtre d'ombres, vaudeville, tragicomédie… Mais ce n'était pas assez. La farce continue, le drame s'installe. Le metteur en scène de ce feuilleton français réclame plus de temps pour en écrire le dénouement. Plus de noms à jeter en pâture. Plus de concertations qui ne sont qu'agitation. Plus de buzz pour masquer l'impuissance. Mais comment croire qu'Emmanuel Macron maîtrise la sortie de crise lui qui a, seul contre tous, déclenché l'acte premier de cette séquence mortifère ? Le voilà prisonnier - et avec lui la France - d'un septennat de « ni de droite, ni de gauche », d'un « en même temps » ciselé pour tout détruire et ne jamais perdre. Et devenu ferment de la paralysie générale jusqu'au sommet de l'Etat.

Car comment expliquer autrement la confusion actuelle où au gré des menaces de censure des blocs populistes, le futur gouvernement penche un coup à droite, avec Xavier Bertrand, ancien candidat à la présidentielle autrefois intraitable ; un coup à gauche, avec Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre d'un prédécesseur détesté ; et in fine toujours nulle part ? Pour préserver son bilan, ménager son pouvoir, l'apprenti sorcier de l'Elysée tente d'écrire, dans une opacité organisée, un scénario de cohabitation qui ne dit rien des priorités pour un pays exsangue. Pire, il alimente une course de lenteur qui ne fait qu'aggraver les krachs budgétaire et sécuritaire à venir - tant d'irresponsabilité partagée à tous les étages ne saurait annoncer audace et courage lors de la prochaine législature. Un nom, vite, qu'on en finisse. Car qui croit encore à la clarification et à la stabilité ?

Rémi Godeau
@remigodeau

Les prétendants à l'Elysée tentent d'installer dans le débat public le scénario d'un départ anticipé du chef de l'Etat si la crise politique née de la dissolution devait se prolonger

Macron et le poison lent du débat sur sa démission



KAK

Bruit de fond

Les députés insoumis ont déposé mercredi à l'Assemblée nationale une motion de destitution du président de la République. Le même jour, l'ancien premier ministre Edouard Philippe s'est déclaré candidat à l'élection présidentielle dans une interview au *Point*, assurant qu'il était prêt, même en cas d'élection présidentielle anticipée. De leur côté, Marine Le Pen et Eric Ciotti évoquent eux aussi l'hypothèse d'une démission du chef de l'Etat.

François-Xavier Bourmaud et Antoine Oberdorff

LE POISON EST INJECTÉ, il se diffuse lentement. Sur fond de blocage politique, cinquante jours après la dissolution de l'Assemblée nationale, l'idée d'une démission d'Emmanuel Macron s'installe peu à peu dans le débat public. Sans l'évoquer ouvertement, Edouard Philippe l'accrédite de façon subliminale dans un entretien accordé au magazine *Le Point*. « Ce n'est un mystère pour personne que je serai candidat à la prochaine élection présidentielle », relève Edouard Philippe en assurant qu'il serait prêt, y compris dans le cas d'un scrutin anticipé. Ce n'est pas un appel à la démission, juste l'anticipation d'un scénario désormais possible. « Ceux qui jouent avec ça affaiblissent les institutions et la fonction qu'ils prétendent briguer, s'agace un proche du président de la République. Et souvent, cela se paye cher électoralement ».

Edouard Philippe n'est pas le premier à esquisser le scénario d'une démission du président. Avant lui, d'autres avaient envisagé l'hypothèse. Fin juin, Marine Le Pen estimait qu'en cas de blocage avéré, il ne resterait au président de la République que « la démission pour sortir potentiellement d'une crise politique ». Eric Ciotti évoquait lui aussi l'idée fin juillet. Mercredi, le patron des Républicains y est revenu. « J'ai vu que Monsieur Philippe annonçait sa candidature. Cela signifie peut-être qu'il considère que la seule solution c'est le départ de Monsieur Macron, observait-il sur France info. A un moment, si le président de la République n'arrive pas à nommer un Premier ministre, il faut qu'il en tire toutes les conséquences ».

Grosse caisse. Qu'il démissionne donc, comme Jean-Luc Mélenchon tente aussi de l'y pousser. A sa façon. Là où Edouard Philippe ne fait que suggérer, le leader des insoumis sort la grosse caisse.

Une pétition d'abord. Lancé par LFI sur internet, l'appel à la destitution du chef de l'Etat a franchi mercredi la barre des 200 000 signatures. Avec une motion de destitution déposée à l'Assemblée nationale ensuite. L'offensive contribue, elle aussi, à installer dans le débat public le scénario d'un départ anticipé d'Emmanuel Macron de l'Elysée. « La pression ne va faire que monter sur Macron et nous aurons été les premiers à planter le drapeau dans le paysage », explique le

●●● *Page 2*

France Services : un pari (presque) réussi selon la Cour des comptes

Good news

« C'EST UN ENDROIT pour vous où l'on va régler vos problèmes, c'est la République en actes », avait annoncé Emmanuel Macron le 22 novembre 2019 à Amiens, depuis la toute première maison France Services. Cinq ans plus tard, la Cour des comptes publie ce mercredi un satisfecit - ce qui n'arrive pas tous les jours - pour ce programme censé combler le fossé entre les Français et les services publics.

Depuis 2019 et la crise des Gilets jaunes, près de 3 000 espaces « France Services » ont vu le jour sur le territoire. Ils permettent à ceux qui en ont besoin d'accéder à un « bouquet » de services pour les impôts, la retraite, le chômage… Un programme précieux, alors que le sentiment d'abandon et de détérioration des services publics a notamment pesé dans le scrutin législatif du début de l'été.

Résultat : un « gain quantitatif et qualitatif », avec une satisfaction des usagers qui dépasse les 90%, d'après la rue Montpensier. Comme promis par le gouvernement, la quasi-totalité des espaces se situe à moins d'une demi-heure de transport du domicile de chaque Français. Le dispositif est rapidement monté en puissance, avec neuf millions de demandes traitées fin 2023 contre un million en 2020 et « une qualité de prise en charge homogène sur le territoire ». « Le réseau France services participe incontestablement à la réduction des fractures territoriales », souligne le rapport.

Toutefois, il reste encore à faire. La Cour des comptes liste ses recommandations pour pérenniser le programme, car les « conditions d'une réussite dans la durée ne sont pas encore pleinement réunies ». Elle suggère ainsi de renforcer le pilotage et la coordination des parties prenantes ou encore d'améliorer les conditions de travail des conseillers, mais pas que. Pour faire face à la saturation de certains espaces, le rapport préconise aussi une « subvention forfaitaire supplémentaire ». En 2024, le programme a coûté 350 millions d'euros dont 113 millions pris en charge par l'Etat.

Sarah Spitz
@sarah_spritz

Agriculture : une rentrée à haut risque


SIPA PRESS

La Coopération agricole, qui rassemble les trois quarts des paysans de France, alerte : la France agroalimentaire, en panne de compétitivité, est au seuil d'une crise majeure. Avec des finances asséchées, les filières tricolores n'ont plus le moyen de faire face aux multiples perturbations qui se succèdent.

Page 4

Sciences Po bashing : distinguer le vrai du faux

Les crises successives ont abîmé l'image de l'école, c'est un fait. De là à dévaloriser ses diplômes ? C'est une autre histoire *Page 5*

Immigration : la CDU met la pression sur l'exécutif allemand

Le patron des conservateurs, Friedrich Merz, pousse le chancelier Olaf Scholz à refouler les migrants aux frontières *Page 6*

Kiev dit intercepter moins de la moitié des missiles russes

L'Etat-major ukrainien a publié en août des chiffres très précis sur l'efficacité de sa défense antiaérienne *Page 7*

M 00118 - 905 - F: 3,00 €

Macron et le poison lent du débat sur sa démission

●●● *Suite de la page 1*
coordinateur de LFI, Manuel Bompard.

Si la procédure de destitution n'a quasiment aucune chance d'aboutir, elle va toutefois permettre de remettre régulièrement dans l'atmosphère le scénario de la démission. « C'est le coup classique de la fenêtre d'Overton », raconte un visiteur du président de la République en référence à une théorie politique. Dans la fenêtre, les idées susceptibles de rencontrer de l'écho dans l'opinion publique. En dehors, les idées radicales que la société n'est pas prête à entendre, comme la démission du président de la République. Enjeu pour les défenseurs des idées radicales : réussir à les faire entrer dans la fenêtre d'Overton, donc les installer dans le débat public. « C'est une méthode de trotskyste qui consiste à sortir une énormité impossible pour pouvoir ensuite faire passer des horreurs pour des idées acceptables », résume ce visiteur du président. Rapporté à Emmanuel Macron, cela revient à enclencher sa destitution pour obtenir sa démission.

Saut dans l'inconnu. Avec trois étapes à franchir à l'Assemblée nationale, la petite musique de fond de la destitution va accompagner Emmanuel Macron tout au long de la procédure. Et pousser chacun à se positionner. « Chaque étape permet une clarification », souligne Manuel Bompard. Au bureau de l'Assemblée nationale, les insoumis auront besoin d'être suivis par leurs partenaires du Nouveau front populaire (NFP). Puis, en commission des

Le premier gouvernement post-dissolution peut tomber. Si un deuxième devait connaître le même sort, la pression ne manquerait pas de s'accroître sur le Président pour qu'il parte

Lois, il leur faudra une majorité simple. Ce sera donc au tour de l'extrême droite de se prononcer sur la destitution. Enfin, dans l'hémicycle, les regards se tourneront vers les bataillons de la Droite républicaine (DR). Comme une bombe à fragmentation, avec trois salves successives. Et sans doute pas de destitution au bout de compte mais un scénario de démission qui s'installe. « Ça n'a aucune espèce de réalité, s'agace un proche d'Emmanuel Macron. D'abord parce que ce n'est pas la conception que le Président se fait de sa fonction. Ensuite parce que cela n'aurait aucun effet puisqu'il ne peut pas y avoir de dissolution avant un an, quel que soit le Président ». A moins que l'instabilité gouvernementale ne devienne la règle.

Le premier gouvernement post-dissolution peut tomber. Si un deuxième devait connaître le même sort, la pression ne manquerait pas de s'accroître sur Emmanuel Macron pour qu'il parte. Au bout de trois, la crise serait avérée et la question d'une démission redoublerait


SIPA PRESS

Selon un sondage Ipsos publié fin août, 51% des personnes interrogées se disent favorables à une démission d'**Emmanuel Macron**.

d'intensité. Les Français commencent à y réfléchir. Dans la dernière enquête électorale d'Ipsos publiée fin août, 51% d'entre eux se disent favorables à une démission du président de la République. Même s'il divise, le sujet existe dans l'opinion. Or cette hypothèse d'un départ anticipé du chef de l'Etat commence à inquiéter dans les rangs politiques. « Tout le monde pense qu'il peut y avoir une élection présidentielle, confie un ancien premier ministre. L'annonce de la candidature d'Edouard Philippe est très dangereuse car elle accrédite cette idée ». Elle commence d'ailleurs à se diffuser dans les rangs de l'Assemblée nationale.

Ancien frondeur et député PS d'Indre-et-Loire, Laurent Baumel fait partie de ceux qui la prennent très au sérieux. « Les Français ne sont plus habitués à l'imaginaire de l'instabilité ministérielle comme sous la IVe République, explique-t-il. S'il y a des censures multiples, avec des gouvernements successifs qui ne durent que 4-5 mois, l'opinion publique peut finir par admettre l'idée que la seule issue possible, c'est la présidentielle anticipée. » Avec derrière, le saut dans l'inconnu d'une élection inattendue et forcément hors norme.

Sur la ligne de départ virtuelle, seuls trois candidats ont d'ores et déjà pris position. Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Edouard Philippe. La première espère que le front républicain qui lui barre la route du pouvoir ne résistera désormais plus. Le deuxième parie sur un face-à-face avec elle pour bénéficier du même front républicain, entrer à l'Elysée et abattre la cinquième République. Le troisième pense s'imposer entre les deux extrêmes avec un projet de réforme « massif ». Tous ont pris un peu d'avance sur leurs concurrents. En cas d'élection présidentielle anticipée, cela peut aider. Sinon, il leur reste trois ans à tenir. Dans tous les cas, l'après-Macron a commencé.

@fxbourmaud
@A_Oberdorff

Taper sur le Président rapporte-t-il quelque chose à Edouard Philippe ?

DANS QUELLE LANGUE faut-il le dire ? En septembre 2021, Edouard Philippe confie qu'il n'est pas « inutile de se préparer intellectuellement, politiquement à servir son pays ». Deux ans plus tard, au micro de TF1, il répète : « Le responsable politique qui viendrait vous voir en vous disant "la prochaine élection présidentielle, on s'en fout, ce n'est pas le sujet", il vous raconterait des caramels. » En mars 2024, depuis la Nouvelle-Calédonie, il déclare au *Figaro* vouloir « être candidat ».

Et pourtant, les soupçons - en a-t-il vraiment envie ? - et les sournoiseries - il finira par abandonner - persistent. Alors, Edouard Philippe pousse le volume sonore au maximum. « Je serai candidat à la prochaine présidentielle », clame-t-il dans un entretien au *Point*. Futur simple. Sujet, verbe, complément. Pas de conditionnel. C'est plus clair comme ça ?

Le maire du Havre ne voulait pas tourner autour du pot. Il a tiré une ligne droite vers l'élection présidentielle, à travers tous les obstacles, Emmanuel Macron compris. Il avait besoin de passer un message clair, il l'a fait au feutre rouge indélébile. « Vous êtes prêt ? Y compris en cas de présidentielle anticipée ? », lui demande *Le Point*. « Je vous le confirme. » L'information n'est pas qu'Edouard Philippe est candidat à l'Elysée, c'est qu'il se prépare à une démission du chef de l'Etat.

Qui envisage publiquement pareil scénario ? La France insoumise, le Rassemblement national et un ancien Premier ministre du même Emmanuel Macron. La charge est violente. Le maire du Havre estime que l'entourage du Président est suffisamment malveillant à son égard pour qu'il puisse aujourd'hui parler librement. De toute façon, ce n'est pas de la petite politique mais de l'Histoire. La sortie d'Edouard Philippe est une référence à la déclaration de candidature de Georges Pompidou. En voyage à Rome, le 18 janvier 1969, il glisse à quelques journalistes : « Ce n'est un mystère pour personne que je serai candidat à une élection présidentielle lorsqu'il y en aura une. » Le 28 avril suivant, Charles de Gaulle démissionne. Georges Pompidou est élu président le 15 juin.

Erreur tactique. En noir et blanc, on ne voit pas la couleur du sang. En 2024, elle ressort. Un proche d'Emmanuel Macron est persuadé que « ceux qui tapent sur un Président qui ne peut pas se représenter seront perdants ». Il y aurait en fin de quinquennat une nostalgie, une mansuétude (une pitié ?) à l'égard d'un chef de l'Etat qui sort du jeu politique. Au début de l'aventure En Marche, Gérard Collomb avait une obsession : qu'Emmanuel Macron n'apparaisse pas comme le traître de François Hollande. A partir du moment où ce dernier avait renoncé à sa réélection le 1er décembre 2016, les Français tournés vers l'avenir s'étaient montrés moins sévères à son endroit. En décembre 2016, François Hollande gagnait quatre points à l'Ifop (19% de bonnes opinions), puis un point en janvier et deux en mars.

« L'entourage d'Emmanuel Macron n'aime personne et surtout pas ses ex-Premiers ministres », s'emporte un soutien d'Edouard Philippe. Cette haine aveugle-t-elle les macronistes quand ils assurent que l'offensive du Havrais est une erreur tactique ? « Gabriel Attal a commis le même faux pas », répond un fidèle d'Emmanuel Macron. Le soir du second tour des élections législatives de juin dernier, le Premier ministre démissionnaire s'était plaint une nouvelle fois d'avoir subi la dissolution. A cet instant, Gérald Darmanin avait joué la position inverse, soulignant sa fidélité à Emmanuel Macron. Aujourd'hui, il resterait au gouvernement pour servir le Président.

Darmanin-Attal, il y a un match à jouer et des contraires à souligner. Mais Darmanin-Philippe ? Le ministre de l'Intérieur est ami avec celui qui prépare une éventuelle démission d'Emmanuel Macron et qui, ce n'est pas rien, le dit publiquement dans un moment de crise politique. Le cabinet de Gérald Darmanin dément tout malaise entre le ministre et le maire du Havre, comme il rappelle sa loyauté à Emmanuel Macron.

Edouard Philippe n'est plus dans cet entre-deux. Son credo est de dire les choses telles qu'il les pense. Il promet un programme « massif ». Il veut taper sur le fond, il cogne pour l'instant sur la forme. Et tant pis pour un concept cher au cœur des macronistes de la première heure : la bienveillance.

Matthieu Deprieck
@mdeprieck


SIPA PRESS

« Je serai candidat à la prochaine présidentielle », affirme **Edouard Philippe** dans un entretien au *Point*.

« La politique budgétaire du gouvernement est catastrophique », déplore le rapporteur général de la Commission des finances du Sénat

C'EST PEU DIRE QU'ILS SONT EN COLÈRE. Le président PS de la Commission des finances du Sénat, Claude Raynal, et le rapporteur général de la Commission des finances du Sénat, Jean-François Husson, ont épluché la masse de documents transmis par Bercy, lundi 2 septembre au soir. Et ils ont été effarés de découvrir, après l'avoir réclamée depuis longtemps, une note de la direction générale du Trésor datée du 17 juillet. Le document, auquel l'Opinion avait eu accès dès lundi, alerte sur une potentielle dérive du déficit 2024 à 5,6%, contre un objectif de 5,1% fixé par le gouvernement sortant.

Déjà l'année dernière, le trou entre les recettes et les dépenses publiques avait atteint 5,5% du PIB, alors que l'objectif était fixé à 4,9%. La faute à des rentrées fiscales beaucoup moins bonnes qu'anticipées par le ministère de l'Economie et des Finances, malgré une croissance finalement conforme, et même un peu supérieure, à la prévision du budget, de 1,1%.

Cette année encore, les rentrées d'impôts s'annoncent moins bonnes que prévu malgré une croissance sur les rails. « Lorsque nous les avions auditionnés, les ministres avaient parlé d'une situation exceptionnelle amenée à ne jamais se reproduire », a ironisé Claude Raynal devant la presse. Selon Bercy, la dérive constatée tient d'abord aux dépenses débridées des collectivités locales, deux ans avant les élections municipales.

Selon nos informations, si la tendance observée à fin juillet se confirme, le déficit porté par les collectivités en 2025 pourrait approcher 1% du PIB alors que le programme de stabilité d'avril tablait sur 0,2% ! Ce qui a le don d'agacer les sénateurs, représentants des territoires. « La politique budgétaire du gouvernement est catastrophique », réplique Jean-François Husson.

Un déficit de 5,6% en 2024 signerait une nouvelle dégradation des comptes alors que les chapitres de la crise Covid et énergétiques ont été refermés. Après s'être creusé jusqu'à 8,9% du PIB en 2020 en 2020, le déficit avait reflué en 2021 et 2022 pour revenir à 4,7%. Une dérive d'autant plus inquiétante que les partenaires européens de la zone euro, eux, réduisent leur déficit. « La France est 24e sur 27 en matière de déficit public en Europe. Il n'y a plus que l'Italie et la Grèce pour avoir une dette publique plus grosse que la nôtre », a souligné Jean-François Husson, jugeant cette situation « inacceptable ».

Le déficit 2024 peut-il encore être contenu ? « La décision de dissolution du président Macron a privé, il faut bien le reconnaître, son gouvernement de toute forme d'action possible et n'est pas pour rien dans cette dégradation », a souligné Claude Raynal. « Les Français ont découvert le sens du mot procrastiner, a renchéri Jean-François Husson. Il est aujourd'hui consubstantiel au président de la République ».

Efforts. Selon la direction générale du Trésor, « enrayer la dérive des comptes en 2024 » nécessiterait « des efforts supplémentaires en gestion, et via un projet de loi de finances rectificatif si la situation politique le permet ». Selon Bruno Le Maire, il faudrait non seulement acter 10 milliards d'économies qu'il avait voulu faire passer par une loi de finances rectificative au printemps, mais aussi annuler l'intégralité des quelque 16,5 milliards de crédits gelés face à la dégradation de la situation pour revenir à 5,1% de déficit. Un défi qui semble hors de portée pour un nouveau Premier ministre à la merci de l'Assemblée.

A supposer qu'il soit politiquement capable de le relever, il lui faudra immédiatement recommencer pour tenir les comptes en 2025. La note du Trésor souligne que le respect des nouvelles règles budgétaires européennes nécessite, compte tenu de la hausse des dépenses de retraites et de santé, 30 milliards d'efforts budgétaires l'année prochaine. Au minimum…

Dans sa note, le Trésor met en garde contre une hausse des taux d'emprunt de l'Etat. « Au-delà du choix des mesures de redressement, leur bénéfice devra être prioritairement fléché vers l'Etat pour éviter des hausses de programme de financement trop importantes pour pouvoir être absorbé par la base d'investisseurs sans dégradation des conditions de financement. »

En attendant, Claude Raynal et Jean-François Husson refusent par avance tout report de la présentation du projet de loi de finances. Lequel doit être, selon la loi organique, déposé le premier mardi d'octobre au Parlement. Le nouveau Premier ministre devra donc amender la copie du gouvernement sortant au fil de l'eau lors des débats parlementaires. Pour le président de la Commission des finances du Sénat, « c'est la condition d'un examen approfondi et sérieux ».

Marc Vignaud
@mvignaud

Au lieu de nier son appartenance à la même famille, autant lester sa candidature d'une myriade de « lignes rouges »

Le PS d'Olivier Faure évacue la question du soutien à Cazeneuve

Ball-trap

Le nom de l'ancien Premier ministre sous François Hollande ne cesse de circuler au côté de celui de Xavier Bertrand pour accéder à Matignon. Un autre profil est désormais sur la table : Michel Barnier.

Antoine Oberdorff

« EST-CE QUE DEMAIN le Premier ministre doit être Xavier Bertrand ou Bernard Cazeneuve ? Qu'est-ce qui est le mieux ou le moins pire ? » A première vue, la réponse à la question soulevée par les opposants internes d'Olivier Faure tombe sous le sens. Elle a pourtant été âprement débattue, mardi soir, lors d'un conseil national PS marqué par deux suspensions de séance et trois votes nominatifs.

Plus tôt dans la journée, la maire PS de Vaulx-en-Velin, Hélène Geoffroy, avait orchestré une fuite par voie de presse. Dans un SMS, elle demandait à son Premier secrétaire « que le PS annonce clairement qu'il ne censurera pas un gouvernement de cohabitation » dirigé par l'ancien Premier ministre de François Hollande. Pourvu qu'il reprenne des éléments du programme du Nouveau Front populaire (NFP). Sans signal provenant de la maison rose, le pendule élyséen pencherait de nouveau vers la droite. « Devant l'histoire, nous ne pouvons pas être celles et ceux qui empêchent Bernard Cazeneuve d'être Premier ministre, permettant ainsi à Emmanuel Macron de trouver le prétexte à une non-nomination », a plaidé Hélène Geoffroy devant les instances du parti.

Simultanément, la même demande avait été transmise à Boris Vallaud, le chef des députés socialistes, par le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, représentant de l'autre courant d'opposition au PS. Lui aussi considère que le NFP ne peut pas être l'alpha et l'oméga de la gauche au pouvoir. « Lucie Castets ne sera pas nommée, on peut le regretter, mais c'est ainsi, a-t-il déclaré en bureau national. Nous avons besoin d'un Premier ministre de gauche, d'un républicain, à l'écoute, capable de rassembler ». Or, « Bernard

« Le sujet, c'est de ne pas monter dans un train sans savoir quelle sera la destination »

Cazeneuve n'est pas du style à se soumettre. Il n'a rien à prouver. Personne ne peut penser qu'il serait une marionnette d'Emmanuel Macron ». Il ne s'agissait donc pas d'un « chèque en blanc » donné au futur locataire de Matignon.

« Le sujet, c'est de ne pas monter dans un train sans savoir quelle sera la destination, objecte ce membre du bureau national, proche de la majorité fauriste. Bernard Cazeneuve est le seul homme de gauche à n'avoir pas soutenu le NFP. Le seul à avoir marqué aux européennes sa préférence pour les radicaux. Et là, alors qu'il n'a jamais dit ce qu'il ferait, ni pris contact avec aucun des partis du NFP, il deviendrait le candidat grâce au score du NFP. C'est un peu gros ».

« Minorité réelle ». Tellement gros que l'offensive pro-Cazeneuve de l'aile droite du PS a eu le don de mettre en rogne la garde rouge d'Olivier Faure. A commencer par le député des Pyrénées-Atlantiques, Iñaki Echaniz, qui a fait savoir à sa collègue Gabrielle Siry-Houari, maire adjointe dans le XVIII[e] arrondissement de Paris, qu'elle n'avait pas mandat pour défendre l'option Cazeneuve sur le plateau de BFMTV. « Le seul qui rigole ce soir, c'est Emmanuel Macron », a fustigé le sénateur PS des Landes, Eric Kerrouche. Malheur à ceux qui font étalage des divisions internes et déclarent leur flamme au fondateur de La Convention, en oubliant la consigne officielle : continuer de faire bloc derrière Lucie Castets, seule candidate légitime pour les pro-NFP.

Maître de l'ordre du jour, l'exécutif fauriste n'a pas tardé à reprendre la main sur son récit unitaire. Comment ? Sur le fond, par un projet de résolution. En listant dix « lignes rouges » sur la revalorisation significative du Smic et le point d'indice des fonctionnaires, l'abrogation de la réforme des retraites, mais aussi celle de l'assurance chômage. Ajoutez à cela toute une batterie de mesures pour « restaurer la justice fiscale » de l'instauration d'un ISF vert à la suppression de la flat tax, en passant par la taxation des superprofits.



SIPA PRESS

Le premier secrétaire du PS ne cesse de rappeler que Bernard Cazeneuve n'a pas soutenu le Nouveau Front populaire.

« C'est un texte de parti protestataire, une provocation », en déduit un adversaire d'Olivier Faure. « La liste des courses est bien fournie », reconnaît un collaborateur socialiste. L'indigestion guette Bernard Cazeneuve, soucieux de « justice sociale » certes, mais certainement pas tenu à l'impossible sur le plan budgétaire. Ainsi, la ligne Faure s'est imposée par une surenchère sur le fond.

Adopté par 38 voix contre 33 (53,5%), ce projet de résolution réduit quasiment à néant les chances pour un futur chef de gouvernement d'obtenir la confiance des 66 députés PS. Sauf à ce qu'il ait le visage de Lucie Castets. Et de fait, le texte condamne « le coup de force anti-démocratique » du Président, en réclamant une fois de plus la désignation de la grande prêtresse du NFP. « À défaut, nous ne participerons à aucun gouvernement qui ne serait pas un gouvernement du Nouveau Front populaire », est-il écrit.

Pas de Lucie Castets à Matignon, pas de maroquins. Un point c'est tout. Une mention qu'aurait bien voulu caviarder les tenants d'une gauche de gouvernement, hostiles à LFI. En vain, leur amendement de suppression a été rejeté. Depuis le campus d'été du PS à Blois, le jeune sénateur PS de l'Oise Alexandre Ouizille œuvrait en sous-main avec ses disciples de la tendance « Combats socialistes » pour articuler la non-participation gouvernementale et des lignes rouges pour la non-censure. Un cocktail explosif, comme une réplique du « soutien sans participation » imaginé par Jean-Luc Mélenchon.

« Anomalie ». Ce mardi soir, « la majorité virtuelle d'Hélène Geoffroy et Nicolas Mayer-Rossignol confirme qu'ils sont une minorité réelle », raille un lieutenant d'Olivier Faure. « Une victoire ? Laisser le champ libre à Xavier Bertrand, c'est une victoire ? Quand on est de gauche ? », s'étrangle un pro-Cazeneuve, encore abasourdi par la tournure des évènements. Reste que le chef des roses au Palais-Bourbon, Boris Vallaud, a bien précisé qu'il n'y aurait « pas de censure automatique » de Bernard Cazeneuve. A la différence de Xavier Bertrand, qui aurait l'ensemble des socialistes contre lui.

En réunion de groupe PS, mardi en fin de matinée, François Hollande n'a pas caché son agacement en voyant le traitement réservé à son ami Bernard Cazeneuve. « Que les porte-parole du PS fassent preuve de plus de sévérité envers Bernard Cazeneuve qu'envers Thierry Beaudet ou d'autres profils techniques n'est pas acceptable », a-t-il pointé. « Au bout d'un moment laisser entendre que la solution Xavier Bertrand nous arrangerait, ça suffit », a enchaîné le député PS de l'Eure, Philippe Brun, partisan d'un « accord de non-censure entre la gauche et l'ensemble des forces républicaines ».

Encore ce mercredi matin sur TF1, Olivier Faure n'a pas manqué de souligner que Bernard Cazeneuve avait été « l'un des rares hommes de gauche à expliquer qu'il était contre le NFP ». D'où « une anomalie » qu'il y aurait à le faire nommer Premier ministre à partir du nombre de sièges obtenus par la coalition de la gauche et des écologistes. Entre Bernard Cazeneuve et Olivier Faure, les canaux de communication sont rompus. D'ailleurs, ils n'ont jamais été ouverts. « Bernard Cazeneuve a privilégié le ni-ni quand même François Hollande était dans le même périmètre que Philippe Poutou », rappelle une députée PS. Hors du NFP, point de salut.

@A_Oberdorff

Ainsi va la France

Faux dilemmes et vrai nœud gordien

La chronique de David Lisnard



Après de magnifiques Jeux olympiques qui les ont passionnés à juste titre, les Français assistent aujourd'hui au feuilleton de la désignation d'une nouvelle équipe gouvernementale, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle ne battra pas un record de vitesse. Les rebondissements ne manquent pas sur le casting, mais le scenario, étrangement, ne dit rien de la priorité d'un programme d'actions et d'une majorité crédible, sinon pour le soutenir, du moins pour l'accepter. Le contexte parlementaire n'est pourtant plus au slogan du « tout le programme, rien que le programme ! » d'un kantisme politique, réel ou feint, qui « a les mains pures mais il n'a pas de mains », comme disait Péguy.

Or, il y a urgence sécuritaire et urgence budgétaire. Telle est la dure réalité : après un dérapage à 5,5% du PIB l'an dernier, le déficit du pays se dirige vers une nouvelle aggravation anormale pour 2024 à 5,6% et qui serait en fait à 5,9%, et menace d'atteindre 6,2% l'an prochain, ce qui met en cause toute la capacité d'action de notre pays et l'enfonce pour des décennies.

« Faits alternatifs ». Face à cette situation de crise majeure du financement public, le débat ambiant reste étonnamment hors sol : l'on se berce de « faits alternatifs » malgré les évidences criantes, et ce dans tous les domaines. Plus on dépense, plus l'on impose et plus on hurle à « l'ultralibéralisme » ; plus la crise des recettes publiques est patente malgré le record des prélèvements, plus on affirme que « Laffer avait tort » ; plus il y a d'agressions antisémites, plus on dénonce « l'islamophobie » ; et plus on invoque « la nécessité d'une autre politique », plus on retombe dans l'ornière des faux dilemmes français.

Ainsi de l'opposition entre « immigration, chance pour la France » et « immigration malédiction », ou d'une dialectique dans l'invective entre « laxisme » et « racisme », alors que le vrai choix est entre submersion migratoire et immigration maîtrisée ; et qu'aujourd'hui couper le robinet de l'immigration en la limitant à des quotas choisis constitue une

« L'Etat de droit, ce n'est pas le droit positif, ce n'est pas l'état du droit. Ce n'est pas davantage l'impuissance de l'Etat. Et c'est encore moins un Etat fort avec les faibles et faible avec les forts »

ardente nécessité, y compris dans l'intérêt de l'intégration puis l'assimilation paisible des immigrés.

Ainsi également du pont aux ânes de notre débat public : « Etat de droit ou autoritarisme ? ».

L'Etat de droit, c'est un ensemble de principes : libertés fondamentales, hiérarchie des normes, respect du contradictoire, égalité des armes devant la justice. Autrement dit, l'Etat de droit, ce n'est pas le droit positif, ce n'est pas l'état du droit. Ce n'est pas davantage l'impuissance de l'Etat. Et c'est encore moins un Etat fort avec les faibles et faible avec les forts.

L'on pourrait poursuivre longtemps la liste de ces faux dilemmes dont nous avons le secret : entre écologie et croissance, alors que le vrai enjeu est la croissance décarbonée ; entre centralisation et parcellisation du pays, alors que le vrai sujet est le bon niveau de la prise de décision, au plus près des problèmes et au plus près des acteurs, qui s'appelle le principe général de subsidiarité, qu'il serait plus que temps de faire appliquer.

Mais le faux dilemme le plus dangereux à l'heure d'un dérapage budgétaire incontrôlé et d'une dette à la limite du soutenable est le prétendu choix « services publics ou austérité ? ». Là se trouve, pour parler comme Georges Pompidou, le « nœud gordien » qui enserre et étouffe le corps entier du pays, tant est fort notre habitus étatiste qui n'a d'égal que notre défiance pour le même Etat. C'est ce faux dilemme qu'il faut dissiper, c'est ce nœud gordien qu'il faut trancher.

Car nous avons le record des dépenses publiques et des impôts de tous les pays développés. Nous devrions donc avoir les meilleurs services publics : un hôpital florissant, une école d'excellence, une sécurité sans faille. La réponse négative s'impose au vu de faits massifs, des fermetures de services d'urgence aux classements Pisa, de l'explosion des coups et blessures à l'inexécution des peines. Pourtant, certains veulent curieusement en rajouter : toujours plus de dépenses, toujours plus d'impôts, toujours plus de normes et de process, toujours plus de bureaucratie !

Efficacité. Or, le vrai sujet est ailleurs : c'est celui de l'exécution c'est celui de l'efficacité de l'Etat ; c'est celui de la performance publique. Le vrai choix est entre un Etat qui s'occupe mal de tout et un Etat qui s'occupe enfin de ses missions premières. Entre un Etat qui bloque a priori et un Etat qui contrôle a posteriori. Entre un Etat qui procrastine et entrave, et un Etat qui agit et surtout laisse agir.

Aussi bien, nombre de pays étrangers (Suède, Canada, Pays-Bas, Allemagne et désormais Argentine) et de collectivités locales en France même l'ont démontré - je dis bien démontré : de meilleurs services publics sont

« Il ne s'agit donc pas encore de choisir entre “modération” et “extrémisme” mais d'être radical, c'est-à-dire de traiter les problèmes à la racine »

parfaitement compatibles avec des dépenses moindres. Allons plus loin : trop de dépenses nuit au service public en générant des procédures inutiles et sclérosantes. Les voies et les moyens de la performance sont connus car ils sont toujours et partout les mêmes : débureaucratisation, déconcentration, responsabilisation.

Il ne s'agit donc pas, comme le gémit la démagogie ambiante, d'avoir « moins de policiers, moins d'enseignants, moins de soignants et moins de magistrats » ; mais moins de contrôleurs, moins de régulateurs, moins de coordonnateurs ; et encore moins de contrôleurs de contrôleurs, de régulateurs de régulateurs et de coordonnateurs de coordonnateurs ! Bref, moins de bureaucrates coûteux en temps et en argent pour plus d'agents opérationnels et mieux payés.

Il ne s'agit donc pas non plus de multiplier « les lois inutiles qui affaiblissent les lois nécessaires », comme nous mettait déjà en garde Montesquieu, mais d'exécuter enfin les lois nécessaires et de suspendre les lois inutiles ; et dans l'exécution des politiques publiques, de chercher la qualité du travail, la productivité des services par la responsabilité décisionnelle au plus près du terrain et de miser sur l'investissement.

Il ne s'agit donc pas encore de choisir entre « modération » et « extrémisme » (encore un de nos faux dilemmes !) mais d'être radical, c'est-à-dire de traiter les problèmes à la racine. Pour enfin trancher le nœud gordien.

Et c'est là, comme nous en avertissait déjà Pompidou, que se trouve, aujourd'hui plus que jamais, dans un contexte intérieur et international redevenu très pressant et menaçant, le vrai dilemme français face aux réalités : « il s'agit de savoir si ce sera en imposant une discipline démocratique garante des libertés ou si quelque homme fort et casqué tirera l'épée comme Alexandre. » Notre pays doit être vite gouverné, et l'efficacité dans la réalisation doit être une priorité. L'enjeu n'est rien de moins que la survie de notre démocratie. Ainsi va la France.

David Lisnard est maire de Cannes et président de Nouvelle Energie.

La Coopération agricole, qui rassemble les trois quarts des paysans de l'Hexagone, alerte : la France agroalimentaire, en panne de compétitivité, est au seuil d'une crise majeure

Les nuages noirs s'amoncellent sur la rentrée des coopératives agricoles

Cri d'alarme

Dominique Chargé, le président de la Coopération agricole (2 100 coopératives, 300 000 agriculteurs et 200 000 salariés), a tenu mercredi 4 septembre la conférence de rentrée de l'organisation. **A l'intention du prochain gouvernement, il insiste sur l'urgence de mettre en place des mesures d'amélioration de la compétitivité pour le secteur agricole et l'industrie agroalimentaire, submergées par les productions européennes mieux-disantes en termes de prix si ce n'est en qualité**. Avec des finances asséchées, les filières françaises n'ont plus le moyen de faire face aux multiples crises et instabilités qui se succèdent.

Emmanuelle Ducros

« J'ALERTE SUR LE DÉCROCHAGE de notre agriculture et de notre agroalimentaire. Ces deux secteurs, forces historiques de la France, subissent le défaut de compétitivité qui a, par le passé, mis des pans entiers de notre économie à genoux. L'agriculture ne doit pas être le prochain textile, la prochaine sidérurgie française. »

Dépeint ce mercredi par Dominique Chargé, le tableau de la situation agricole et agroalimentaire est bien noir. Le président de la Coopération agricole est aux avant-postes pour observer les signaux faibles. Elle rassemble, en effet, près de 2100 coopératives dans toutes les filières, lesquelles traitent environ 70% de la production agricole. Beaucoup parmi elles ont leurs propres structures de transformation agroalimentaire. Composées essentiellement de PME (93%), elles sont propriétaires du tiers des marques françaises et génèrent 104 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Un secteur puissant, mais qui craque.

« Nous sommes face à une somme incroyable d'instabilités, énumère Dominique Chargé. Les élections européennes ont acté la perte de l'influence française à Bruxelles. La période de vacance politique a mis un coup d'arrêt aux travaux parlementaires qui devaient aider à sortir de la crise agricole du début de l'année 2024. Au plus bas depuis 40 ans, la récolte céréalière matérialise l'urgence climatique, les crises sanitaires frappent plusieurs secteurs. »

Autosabotage. L'économie agricole se détériore sévèrement et le secteur ne peut plus faire face économiquement, en raison d'un manque de compétitivité chronique. « Dans les coopératives agricoles, confrontées - comme les autres entreprises - à la hausse des salaires, à l'inflation de tous leurs intrants, et, cette année, à des volumes plus faibles, les marges d'Ebitda sont passées sous les 4%. Les marges nettes sont inférieures à 1%. Nous ne pouvons pas faire face aux changements que nous voyons se matérialiser. »

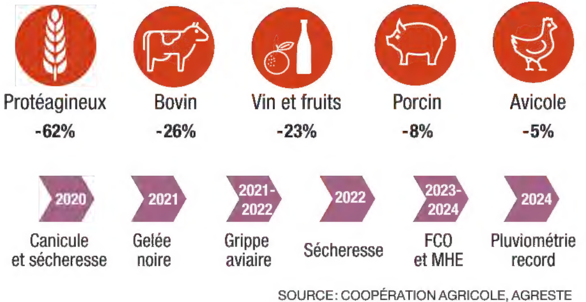
Dominique Chargé évoque « un double choc », de production et de consommation, qui a brouillé les repères. L'effondrement de la production de céréales cette année (les volumes de blé tendre ont été laminés d'un tiers) est un coup

« Entre 2019 et 2023, le chiffre d'affaires de la restauration hors domicile (cantines, fast-food etc) a augmenté de 30 %. Or, ses circuits d'approvisionnement passent majoritairement par l'importation »

de semonce climatique. Mais il s'ajoute à une érosion impressionnante de nos autres filières. Depuis 2005, la production de protéagineux a baissé de 62% en France, mettant le pays à la

Les crises agricoles se succèdent et pèsent sur les productions

La production nationale décline depuis 20 ans



SOURCE : COOPÉRATION AGRICOLE, AGRESTE

merci des importations pour son alimentation animale. La production bovine a été amputée d'un quart. Celle de vins et de fruits aussi. Les tonnages de porcs ont reculé de 8%, ceux de volailles de 5%, alors que la consommation de ces viandes blanches ne cesse d'augmenter.

« L'agriculture et l'agroalimentaire français ont été orientés, depuis 2017, vers la montée en gamme, explique Dominique Chargé. Mais c'est un contresens au regard de l'évolution de la consommation. L'inflation a déporté les achats des Français vers les produits d'entrée de gamme, les marques de distributeurs. Entre 2019 et 2023, le chiffre d'affaires de la restauration hors domicile (cantines, fast-food etc) a augmenté de 30%. Or, ses circuits d'approvisionnement passent majoritairement par l'importation. » D'ailleurs, les importations agricoles et agroalimentaires ont encore progressé de 3% en 2023.

Les productions françaises, dont la compétitivité est plombée par un coût de la main-d'œuvre 20% supérieurs à la moyenne européenne, des impôts de production deux fois plus élevés et des normes écrasantes, ne peuvent s'aligner. Pas seulement à l'export ! C'est face aux productions européennes que la France perd le plus de parts de marché sur son propre territoire, à cause de ce qu'elle s'inflige à elle-même. « On ne parle même pas de qualité inadaptée de nos produits, qui seraient trop haut de gamme, précise Dominique Chargé. On parle de charges incroyablement lourdes, d'impôts de production, d'impossibilité à massifier notre production, en installant, par exemple, des poulaillers assez grands pour faire baisser les coûts. Résultat, 43% des volailles que nous mangeons viennent d'ailleurs, 80% dans la restauration hors domicile. »

Sursaut. La litanie des produits dont la France délègue désormais la production à d'autres (cette « folie », comme le disait Emmanuel Macron devant les Jeunes agriculteurs en 2020) est désespérante. La moitié du rayon fruits et légumes vient d'ailleurs, 60% dans le cas des ovins, et 40% pour notre beurre. Pour ce dernier, la France ne produit pas un gras suffisamment compétitif pour la transformation industrielle.

Et maintenant ? « Il y a urgence à agir », pressent les instances de la Coopération agricole. Elles demandent au futur Premier ministre de réunir le plus vite possible tous les acteurs de la filière alimentaire, des agriculteurs aux distributeurs, en passant par les transformateurs. « Il nous faut, vite, les moyens de réorganiser la production pour répondre aux besoins du pays. Faciliter les implantations d'ateliers, la modernisation de l'industrie, la consolidation des filières est une priorité : cela ne peut plus prendre des années. La compétitivité doit redevenir la base de toutes les mesures, sans quoi, nous n'y arriverons pas. Et comme, dans le même temps, il nous faut continuer les transitions, l'adaptation au changement climatique, la décarbonation, nous avons besoin d'un cadre budgétaire. »

Un fonds de soutien de 500 millions à la transformation des industries agricoles et agroalimentaires avait, par exemple, été décidé en 2023. Comme tout le travail effectué pour tenter de sortir de la crise agricole, il a été balayé par la tornade de la dissolution. Il faut tout refaire.

@emma_ducros

Nul n'est censé ignorer qu'il faut veiller à ce que l'on raconte sur les sujets environnementaux et climatiques

Ecoblanchiment : les petites entreprises visées par l'Etat

Enjeu de taille

La DGCCRF use du « name and shame » pour enjoindre une PME de cesser ses « pratiques commerciales douteuses » en lien avec l'écologie.

Irène Inchauspé

DANS LE PREMIER FILM *Y a-t-il un pilote dans l'avion ?*, il y a une scène mémorable à l'aéroport où les policiers laissent passer sans problème des terroristes et des criminels notoires, mais arrêtent une petite vieille dame pour la fouiller... Elle représente bien ce qui est en train d'arriver à une PME commercialisant des matelas et des produits de literie. Dans le rôle des policiers, on trouve les fins limiers de la DGCCRF (Direction générale de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des fraudes) rattachée à Bercy. C'est l'avocat Arnaud Gossement qui a repéré leur décision tombée en plein mois d'août.

Ces traqueurs de fraudes reprochent à la TPE, au capital social de 5 000 euros et au résultat net de 16 797 euros l'an dernier, d'avoir mis en évidence plusieurs pratiques commerciales trompeuses sur son site Internet. Soit, de mentionner l'origine française ou européenne de certains produits proposés à la vente, alors que ce n'était pas le cas ; de mettre en avant le caractère « écologique » de matériaux entrant dans la confection de matelas sans preuve ; de signaler les vertus de l'aloe vera et du latex contenus dans les matelas, sans aucune justification quant à leur présence effective dans les produits et à la véracité de ces allégations. L'organisme reproche également à l'entreprise l'usage des dénominations « latex naturel » et « matelas latex » sans remplir les conditions pour pouvoir utiliser ces dénominations. Rien que ça ! On imagine la liste des griefs que la DGCCRF pourrait reprocher à des grands groupes, à des intermédiaires financiers, à tous ces acteurs qui montrent patte verte mais ne sont pas toujours exemplaires.

Avertir. En général, les ONG s'attaquent plutôt à ces cibles-là, voulant faire un exemple et obtenir un certain retentissement. Cette fois, c'est l'Etat qui est à la manœuvre, et il tombe sur un petit. Interrogée à ce sujet, la DGCCRF n'a pas souhaité répondre. « C'est peut-être un hasard, en tout cas cela montre que, quelle que soit la taille de l'entreprise, nul n'est à l'abri », juge Arnaud Gossement. Souvent, les patrons de PME ont tendance à considérer que ces questions environnementales concernent plutôt les grandes entreprises... Elles sont désormais prévenues.

En mai 2023, la DGCCRF avait publié sa première grande enquête sur l'écoblanchiment. Elle avait contrôlé les allégations environnementales utilisées pour valoriser les produits non alimentaires et les services. Sur les 1100 établissements visés, un sur quatre était hors les clous, et prié de rectifier le tir. On y apprend par exemple que « la présentation comme éco-responsable de vaisselle en bois importée depuis l'Asie a été considérée comme globalisante et, de fait, susceptible d'induire le consommateur en erreur ». Mais aucun nom de coupable n'est divulgué.

Aujourd'hui « l'intention de procéder à un « name and shame » est explicite ainsi que celle d'avertir les autres acteurs économiques qui formulent des allégations environnementales », juge Arnaud Gossement. Les grandes entreprises n'ont qu'à bien se tenir.

@iinchauspe

Lignes de fond

Le risque de l'extrême droite en Europe pour les investisseurs

La chronique de Philippe Mudry



PIERRE CHIQUELIN

Parmi les multiples éléments que doivent peser les investisseurs, les risques économiques sont les plus aisés à considérer, car mesurables et souvent comparables d'un pays à l'autre. Plus difficiles à évaluer sont les risques politiques (ou géopolitiques), surtout dans les pays démocratiques où leur lente matérialisation et l'ampleur de leurs conséquences ne s'intègrent guère aux modèles que les financiers utilisent volontiers. Aussi, le risque que présente la montée de l'extrême droite en Europe a-t-il longtemps été sous-estimé. C'est de moins en moins le cas.

Pièce à pièce, le puzzle politique s'y modifie en faveur des candidats de ses divers courants politiques à travers le continent. Déjà aux affaires en Italie, ils structurent largement le gouvernement aux Pays-Bas et campent aux portes du pouvoir en France ; et en RFA, leur forte poussée dans deux « Länder » orientaux, notamment en Thuringe, vient de les rapprocher du centre du jeu politique.

Voilà qui confirme les résultats du scrutin européen de juin, quand l'extrême droite dépassait 50% des suffrages en Hongrie, 40% en Pologne et en République tchèque, 35% en France et en Italie, et approchait 30% en Autriche et en Belgique. Giorgia Meloni a tenté de profiter de cette repondération pour modifier les arbitrages de nominations en cours à Bruxelles aux postes les plus importants au sein de l'UE ; les résultats électoraux dans l'ex-RDA ne manqueront pas de l'encourager dans cette voie.

Au niveau national, le phénomène pèse déjà lourd dans les deux plus importants pays d'Europe. La coalition au pouvoir en Allemagne, qui n'en finit plus de se déchirer, a déjà fortement infléchi sa politique vis-à-vis de l'Ukraine. En lui allouant 7,5 milliards d'euros au titre du budget 2024, 4 milliards en 2025 et plus rien après, Berlin a comblé les vœux de son opinion la plus russophile, au premier rang de laquelle l'extrême droite.

Folle décision. Quant à la France, sa politique intérieure est depuis des mois aimantée par le Rassemblement national, depuis la folle décision de dissolution en juin jusqu'au déprimant vaudeville en cours sur le choix d'un Premier ministre, dont chacun sent bien qu'il pourrait être le dernier rempart à l'installation de Marine Le Pen à l'Elysée en 2027.

Il n'est pas difficile de prévoir d'autres débats économiques cruciaux en Europe que les idées de l'extrême droite, souvent plus proches de celles de l'extrême gauche que du centre, sont en mesure de dominer : l'immigration, qui hérisse les citoyens les plus xénophobes alors que les entreprises en ont toujours besoin un peu partout ; et le combat pour un nouveau modèle énergétique, dont les populistes ont beau jeu de dénoncer la charge qu'il fait peser sur les plus modestes électeurs. Deux moteurs majeurs de l'investissement dans l'UE pourraient s'en trouver grippés.

Parmi les mauvaises nouvelles économiques de l'été figure la déception que constituent les ratés manifestes de la reprise en Europe. On sait déjà que le recul des investissements directs étrangers (IDE) l'an dernier, de 4% pour le nombre de projets et de 7% pour les emplois, y est pour quelque chose. Au vu de l'instabilité croissante du paysage politique, les responsables européens ne devront pas s'étonner de son aggravation.

@PhMudry

Les crises successives lors de l'année écoulée ont abîmé l'image de l'école, c'est un fait. De là à dévaloriser ses diplômes et ses enseignants ? C'est une autre histoire

Wokisme, soutien à Gaza, niveau des étudiants... Le vrai du faux du Sciences Po bashing

Thèse, antithèse

C'est en principe le 20 septembre 2024 que doit être connu le nom du prochain directeur de Sciences Po. Les auditions des candidats commencent jeudi 5 septembre.

Marie-Amélie Lombard-Latune

PREUVE QUE LE SUJET est sensible, le directeur par intérim de Sciences Po, Jean Bassères, s'emporte : « Il faut arrêter avec ces nostalgiques aux idées courtes ! J'aurais aimé étudier ici aujourd'hui plutôt qu'il y a quarante ans comme je l'ai fait ». Autre indice, ce mercredi 4 septembre, le dossier de presse de rentrée s'ouvre par cette affirmation : « Sciences Po renforce son attractivité et son excellence ».

Après une année délétère, entre « amphi Gaza », mains rouges aux relents antisémites et harangue de Rima Hassan, l'école reste inquiète. Pas de nouveaux coups d'éclat jusqu'à présent mais la volonté de mobilisation des militants pro-palestiniens semble intacte. Ces derniers mois, ses dirigeants ont retenu leur souffle. Jusqu'à quel point, la marque Sciences Po était-elle abîmée ? Et, surtout, quel allait être l'impact sur les finances, sachant que le plus gros partenaire privé, l'Américain Frank Mc Court, a décidé de suspendre son financement de 2,5 millions de dollars par an. La crainte d'une dégringolade financière est alors réelle.

A un autre échelon, des anciens de Sciences Po, souvent la bourgeoisie d'affaires parisienne, qui avaient l'habitude de mettre la main au porte-monnaie lors des campagnes de levée de fonds, se rebiffent : « Pourquoi faire un don alors que mon enfant n'a quasiment aucune chance d'y être pris ? ».

Formatage. S'y ajoute une petite musique dans les dîners en ville. « Sciences Po ? Ses étudiants n'ont plus la cote ! Les employeurs ne mettent plus leurs candidatures au sommet de la pile ». Un associé d'un grand cabinet de conseil confirme : « Avant, parce qu'ils alliaient culture générale d'excellence, qualités de synthèse, d'écriture et de présentation - une sorte de formatage positif - je voulais des profils Sciences Po dans l'équipe. Aujourd'hui, on leur préfère de très bons diplômés de droit, d'affaires publiques ou d'écoles de commerce ».

L'internationalisation est aussi sur le banc des accusés. Avec des frais de scolarité s'élevant à plus de 20 000 euros en master, les étudiants étrangers non-européens seraient devenus des vaches à lait. « Pour des étudiants américains, Sciences Po, c'est un bon diplôme pour pas cher, comparé aux tarifs outre-Atlantique. Mais on ne recrute pas les meilleurs », constate un spécialiste des relations internationales.

A ouvrir grand ses portes, Sciences Po aurait perdu son âme. Mais elle les fermerait aux « grands lycées parisiens » dont les élèves n'entrent plus qu'au compte-goutte rue Saint-Guillaume. « Au point qu'à Stanislas, on déconseille désormais aux élèves de candidater », assure la rumeur parisienne. « Pas étonnant qu'ils ne placent pas leurs élèves s'ils leur tiennent ce discours. La vérité, c'est que les grands lycées font tout pour retenir leurs meilleurs éléments dans leurs prépas maison ». De fait, le vivier du recrutement s'est élargi : les admis proviennent, insiste l'école, de près de 700 lycées d'origine, même si un tiers des effectifs viennent d'Ile-de-France.

> *Les candidats n'ont jamais été aussi nombreux (27 000 en 2024), « soit une hausse de 8,7 % en un an »*

On le voit, les arguments sont réversibles. Sciences Po vient cependant d'« enrichir » sa procédure d'admission. Pour le moment, pas question de réintroduire une épreuve écrite mais l'oral va désormais compter pour la moitié de la note finale. Une des raisons ? Les officines en tout genre et « coachs » improvisés qui se sont multipliés pour aider les candidats à constituer leur dossier.

La question du niveau des élèves est, elle aussi, subjective. Il baisse, entend-on souvent. Ce qui est certain, c'est qu'il est devenu très hétérogène. Le recrutement des élèves s'est diversifié depuis l'impulsion donnée par Richard Descoings dans les années 2000. Sciences Po ne ferait plus autant rêver ? Les candidats n'ont jamais été aussi nombreux (27 000 en 2024), « soit une hausse de 8,7% en un an », répond-elle. Parmi eux, 95% de mentions Très bien au bac. Ce à quoi des esprits pointilleux objectent qu'il vaudrait mieux comptabiliser les Félicitations du jury, meilleur gage d'un très bon niveau.

Une fois dans la place, pas grand-chose de commun entre un diplôme de l'Ecole de droit, qui truste les places aux concours de l'Ecole nationale de la magistrature, de l'école des officiers de police ou des centres de formation pour avocats, celui des Affaires publiques qui peuplent les rangs de l'INSP (Institut national du service public, ex-ENA, où 83% des élèves viennent de Sciences Po) et celui de l'Ecole urbaine, aux ambitions plus modestes. Pourtant plutôt pessimiste avant d'arriver sur le campus, un magistrat a été « bluffé » l'an dernier par l'excellence teintée d'humour des élèves juristes. A l'inverse, un économiste assure : « Quand l'université Bocconi de Milan a trouvé que le niveau en maths des étudiants de Sciences Po en échange avait diminué, Sciences Po a demandé qu'elle baisse ses exigences. Cela nuit forcément à sa réputation ». Le même poursuit : « McKinsey ne considère plus Sciences Po comme une grande école. »

Zad du VIIe. Autre son de cloche, cette fois du côté de l'Ecole de droit : « Notre plus ancien et principal partenaire, qui nous prend beaucoup de stagiaires, le cabinet Gide à Paris, est toujours aussi satisfait de nos étudiants ». Globalement, 87% de la promotion 2021 a trouvé un premier emploi en moins de six mois, selon la dernière enquête sur les jeunes diplômés.

Un autre indicateur est mis en avant par la rue Saint-Guillaume pour affirmer qu'il n'y a pas péril en la demeure, loin de là. Malgré les crises successives, l'an dernier, les enseignants, qu'ils soient permanents ou intervenants extérieurs, n'ont pas fui l'école. Loin de là.

En cette rentrée, Sciences Po fait donc le gros dos après avoir mis en place une série de mesures pour « replacer la culture du débat et du dialogue au cœur de [l'] institution ». Autrement dit, pour éviter que quelques dizaines de militants ne transforment l'école en Zad du VIIe arrondissement. La partie est loin d'être gagnée. « C'est sans doute la plus difficile. Désormais, Sciences Po est synonyme de repaire de keffiehs ou de laboratoire du wokisme. Cela fait peur dans le milieu de l'entreprise. Moi-même, quand je reçois un candidat à un poste, j'essaie de vérifier qu'il n'est pas trop extrémiste », confie un recruteur.

De là à démonétiser des études à Sciences Po ? « C'est un pas que ne franchissent pas les alumni [anciens élèves] qui n'ont pas envie de dévaloriser leur diplôme, complète un conseiller en communication qui côtoie aussi bien les milieux politiques qu'économiques. C'est un ressort hyper-puissant qui évite de trop crier haro sur Sciences Po ».

@malombard

Les textes européens interdisent cette pratique, mais Friedrich Merz, le patron de la CDU, assure avoir trouvé une parade juridique

Olaf Scholz poussé à refouler les migrants aux frontières

Droitisation

Le gouvernement allemand s'est engagé à examiner la solution juridique proposée par l'opposition conservatrice afin de contourner l'interdiction de refouler des personnes aux frontières. **Le patron de la CDU en fait une condition pour poursuivre un dialogue avec la majorité afin de limiter l'immigration**.

Luc André (à Berlin)

A LA SUITE DE L'ATTENTAT de Solingen fin août, commis par un demandeur d'asile syrien, le patron des chrétiens-démocrates allemands Friedrich Merz a poussé une charge virulente en faveur d'une réduction de l'immigration. Le chef de l'opposition croit avoir la solution pour tarir les flux : le refoulement des demandeurs d'asile à la frontière, à commencer par ceux arrivant par le territoire d'un autre pays de l'Union européenne. C'est le cas de tous les voisins de l'Allemagne sauf la Suisse. Selon les règles de Dublin, la demande doit être déposée dans le premier Etat traversé de l'UE, une disposition contestée par les pays à la périphérie du territoire des Vingt-Sept. Ce dispositif devrait être remplacé par un mécanisme de solidarité, selon la récente réforme de la politique européenne d'asile.

En principe, les textes européens interdisent les refoulements. Mais le dirigeant de la CDU a identifié une niche à l'article 78 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Il estime pouvoir les justifier dans le cas d'une « situation d'urgence » prévue au paragraphe 3 en cas d'un « afflux soudain de ressortissants de pays tiers ». Le passage évoque l'adoption de « mesures provisoires au profit » du ou des Etats concernés, sans toutefois plus de précisions.

Les conservateurs ont présenté leur idée à la coalition d'Olaf Scholz lors d'une réunion de travail mardi soir rassemblant aussi les Länder, composante de la réaction du gouvernement à l'attaque de Solingen. Les chrétiens-démocrates ont décidé de mettre la pression sur la question des refoulements. « Si le gouvernement ne le fait pas. Nous ne poursuivrons pas les discussions », a insisté Friedrich Merz.

L'équipe d'Olaf Scholz s'est contentée à ce stade de promettre un « examen juridique » de la proposition. Au sein de la coalition, les sociaux-démocrates et les libéraux se montrent ouverts aux discussions, tandis que les écologistes sont plus réservés. La démarche est jugée risquée. On s'interroge aussi sur l'attitude des autres Etats membres si l'Allemagne devait essayer de sanctuariser son territoire et sur le devenir de la réforme de la politique européenne d'asile.

Protection. Ces doutes sont étayés par des critiques issues de la société civile. Gerald Knaus, l'architecte de l'accord migratoire UE-Turquie, taille ainsi en pièces la proposition de Friedrich Merz. « Déclarer une situation d'urgence cette année, alors que les chiffres baissent, ne serait pas très crédible devant les tribunaux européens », a estimé le chercheur autrichien mercredi sur les ondes de la radio Deutschlandfunk. « Concernant la situation d'urgence, la Cour a dit en décembre 2022, au sujet de la Hongrie, qu'elle ne peut pas être simplement déclarée, il faut des preuves. Un seul attentat commis par une personne qui devait être reconduite en Bulgarie selon les règles de Dublin ne paraît pas suffisant. Dans la même période, ce système a conduit à l'arrivée de 4 300 personnes en Allemagne. »

Il rappelle également que la justice européenne a statué sur le refoulement aux frontières intérieures de l'UE dans un dossier impliquant la France. « La décision était très claire : le droit européen prévoit qu'il faut vérifier la demande d'asile », a indiqué celui qui défend l'idée du traitement des demandes d'asile dans des pays tiers offrant toutes les garanties nécessaires en termes de protection des droits humains.

Wiebke Judith, experte juridique auprès de l'ONG Pro Asyl, considère les refoulements aux frontières intérieures de l'UE, non seulement contraires au droit, mais aussi « explosifs d'un point de vue européen ». « Une orbanisation de la CDU qui ignore le droit européen serait un cadeau pour ceux qui veulent transformer l'UE en un groupement de patries nationalistes. Le droit d'asile est une porte d'entrée pour cela », poursuit-elle, accusant le parti de Friedrich Merz de « perdre toute mesure » et de vouloir « surpasser encore la ligne restrictive du gouvernement ». L'ONG rappelle qu'il revient à l'Office fédéral pour les migrations (BAMF) de statuer sur l'Etat en charge de la procédure d'asile et non à la police fédérale, responsable de la surveillance des frontières.

La recherche d'une solution juridique pour rendre possible les refoulements intéresse aussi en France. En février dernier, l'Observatoire sur l'immigration et la démographie, boîte à idées dirigée par des personnalités proches de l'extrême droite, suggérait des solutions plus radicales : un retrait de la Convention européenne des droits de l'homme ainsi que de la Convention de Genève et une révision en profondeur les traités européens.



SIPA PRESS

En Allemagne, les débats sur la réduction de **l'immigration** ont refait surface après l'attentat de Solingen, le 23 août.

L'administration Biden aura à nouveau besoin du Capitole pour continuer à soutenir Kiev militairement et économiquement

Etats-Unis : l'avenir toujours incertain de l'aide à l'Ukraine

Manœuvres

Moscou a intensifié ses attaques contre l'Ukraine depuis l'incursion de Kiev dans la région russe de Koursk. Mardi, plus de 50 personnes ont été tuées lors d'une frappe à Poltava, dans le nord-est du pays. Le lendemain, la Russie a ensuite bombardé la ville occidentale de Lviv.

Lola Ovarlez

APRÈS L'ANNONCE de la mort d'une cinquantaine Ukrainiens à la suite d'une frappe russe à Poltava mardi, Joe Biden a rappelé à Kiev que « les Etats-Unis continueront à se tenir à [ses] côtés, notamment en [lui] fournissant les systèmes et les capacités de défense aérienne dont [elle a] besoin. » Mais, pour tenir cette promesse, il faut tenir compte de l'horloge. Si son administration ne puise pas dans ses réserves rapidement, plus de cinq milliards de dollars d'aides militaires risquent d'expirer.

La date limite est fixée au 30 septembre, jour où le Congrès est censé s'accorder sur un budget pour financer l'Etat fédéral jusqu'à l'année prochaine. Sans accord, les Etats-Unis risquent un « shutdown » - l'arrêt des activités gouvernementales. Et l'Ukraine de manquer d'armes pour affronter un nouvel hiver, le troisième depuis le début de l'invasion russe en 2022. Un scénario que Kiev veut absolument éviter alors que son incursion dans la région russe de Koursk a poussé la Russie à multiplier les frappes sur son territoire. Et que l'Ukraine a déjà accusé un revers en apprenant la décision de l'Allemagne de diviser par deux son aide militaire en 2025.



SIPA PRESS

Volodymyr Zelensky, le président ukrainien, et **Mike Johnson**, le président républicain de la Chambre des représentants, à Washington, le 10 juillet.

Tandis que les parlementaires américains vont faire leur rentrée le 9 septembre, Joe Biden et ses secrétaires d'Etat et à la Défense peuvent encore recourir au « Presidential Drawdown Authority » - le principal mécanisme permettant de fournir, en urgence, l'Ukraine en armes et équipements – pour ces cinq milliards de dollars. Le président américain l'a utilisé 49 fois depuis le début de la guerre et Jake Sullivan, son conseiller à la Sécurité nationale, a prévenu mardi qu'« il y en aura d'autres dans les semaines à venir. »

Mais, en vidant ses réserves, l'administration Biden n'est pas certaine de voir ses caisses être renflouées si facilement par le Congrès. Le long et périlleux périple du paquet d'aide militaire de 61 milliards de dollars approuvé en avril dernier en est la preuve. Le président américain en avait fait la demande en août 2023 pour financer les départements d'Etat et de la Défense jusqu'en 2024. Pendant ces huit mois, l'Ukraine et l'Europe n'ont pu s'empêcher de se demander : les Etats-Unis sont-ils en train de nous abandonner ?

Si l'aide à l'Ukraine n'a pas été votée avant avril, c'est parce qu'une faction isolationniste au Congrès a bloqué chaque initiative en ce sens. Le texte d'origine de Joe Biden n'a jamais abouti à la Chambre des représentants, et pour éviter un shutdown le 30 septembre 2023, son ancien président Kevin McCarthy a choisi de sacrifier les six milliards destinés à Kiev. Résultat, les 1,57 milliard de dollars restants de Presidential Drawdown Authority ont expiré.

Objectif caché. Aujourd'hui, certains au Congrès s'attellent à éviter un autre blocage. Le nouveau speaker Mike Johnson travaille sur un budget qui inclurait l'aide à l'Ukraine. Et, au Sénat, le démocrate Richard Blumenthal et le républicain Lindsey Graham ont annoncé lors de leur visite à Kiev en août qu'ils allaient présenter un nouveau paquet d'aides et un texte pour ratifier le pacte de sécurité conclu entre Joe Biden et Volodymyr Zelensky lors du sommet de l'Otan en juin. L'objectif officiel : s'engager à aider l'Ukraine pendant dix ans, militairement comme économiquement. L'objectif caché : empêcher Donald Trump, en cas de victoire en novembre, de revenir sur cet accord.

Malgré tout, le scénario de l'année dernière pourrait se reproduire : les opposants de l'aide à l'Ukraine sont encore là, prêts à la retirer du budget et à bloquer de nouveaux paquets. L'un d'eux, le sénateur J.D. Vance, est même devenu le colistier de Donald Trump. Si lui ou l'ancien président venait à nouveau à s'opposer à tout texte visant à soutenir les efforts de guerre de Kiev, une partie des républicains du Congrès céderait, comme ils l'ont fait en début d'année. L'aide américaine se retrouverait alors à nouveau bloquée, et les caisses du Pentagone et du département d'Etat, quasi vides.

Les élections législatives du 5 novembre, qui renouvelleront la Chambre des représentants et un tiers du Sénat, pourraient changer la donne. En cas de victoire démocrate dans les deux chambres, Kiev pourra enfin souffler. En cas de succès républicain, et d'un retour de Donald Trump à la Maison Blanche, elle se retrouvera plongée dans l'incertitude, alors que l'ancien président reste ambigu au sujet de la guerre. Mais le plus probable est qu'aucun parti n'obtienne une majorité au Congrès. Dans ce cas, les blocages et les divisions pourraient se prolonger jusqu'aux midterms… de 2026.

@lolaovarlez

La présidente du Conseil compte terminer la législature sans changer d'équipe, mais certains ministres sont visés par des affaires

En Italie, Meloni pourrait être contrainte à un remaniement

Fragilités

Alors que le départ à Bruxelles de Raffaele Fitto, futur commissaire européen, est acté, **deux autres ministres sont dans la tourmente et pourraient démissionner**.

Francesco Maselli (à Rome)

LA VOLONTÉ de Giorgia Meloni, réitérée à maintes reprises, est de signer un record : terminer la législature avec le gouvernement qui l'a commencé, en évitant tout remaniement. Mais cette promesse pourrait avoir du plomb dans l'aile. En cette rentrée, plusieurs dossiers fragilisent en effet son équipe.

Tout d'abord, Raffaele Fitto, le ministre chargé du Plan de relance et de l'Europe, va devenir commissaire européen. L'ancien baron local de Forza Italia a joué un rôle crucial dans la stratégie européenne de la présidente du Conseil. Ministre de 2008 à 2011, il a ensuite été élu député européen en 2014 avant de rejoindre, peu après, le groupe Conservateurs et réformistes (ECR) à Bruxelles et d'adhérer à Frères d'Italie. C'est lui qui a convaincu Giorgia Meloni de refuser toute alliance souverainiste avec la Ligue et le Rassemblement national. Depuis son arrivée au gouvernement à l'automne 2022, il s'est imposé comme un des poids lourds du gouvernement.

Scandale. Il gère aujourd'hui plusieurs dossiers majeurs. Titulaire du portefeuille des Affaires européennes, crucial alors que le Parlement de Strasbourg entame une nouvelle législature, il est aussi en charge de la Cohésion nationale et du Plan de relance, dont les crédits doivent être consommés avant 2026, alors que plusieurs projets sont en retard. Giorgia Meloni a encore un peu de marge de manœuvre pour le remplacer, car il ne prendra pas ses nouvelles fonctions qu'à l'automne. Fidèle à sa volonté d'éviter un remaniement, elle envisage, pour l'instant, de transférer ses dossiers aux services rattachés à la présidence du Conseil.

Mais, si gérer le départ de Raffaele Fitto est une chose, devoir affronter une série de démissions en serait une autre. Le deuxième cas épineux pour l'exécutif est celui de Gennaro Sangiuliano, le ministre de la Culture. Lui aussi est une figure importante pour la présidente du Conseil, car il incarne la bataille culturelle qu'elle livre dans les musées et le monde littéraire. Depuis la semaine dernière, il se retrouve au centre d'un scandale lié aux rapports peu clairs qu'il entretenait avec une collaboratrice. Maria Rosaria Boccia aurait ainsi eu accès à une série de documents officiels, concernant notamment l'organisation du prochain G7 culture, sans avoir aucun rôle au sein du ministère. Pour se justifier, Gennaro Sangiuliano a expliqué avoir coché son nom pour devenir conseillère aux événements, avant d'y renoncer après le début d'une relation amoureuse avec elle. Il nie tout accès à des pièces sensibles et a précisé n'avoir pas utilisé d'argent public pour leurs déplacements communs.

L'intéressée, pourtant, soutient le contraire, et, depuis des jours, publie sur Instagram des documents et des mails qui semblent démentir la version du ministre. Pour l'instant, Giorgia Meloni paraît décidée à défendre son ministre, mais elle pourrait devoir changer de ligne si une preuve d'utilisation d'argent public à des fins personnelles était apportée.

Autre dossier délicat, celui de la ministre du Tourisme. Daniela Santanchè est accusée de fraude par l'équivalent italien de la Sécurité sociale et de falsification des comptes annuels de sa société. Elle risque, elle aussi, de devoir démissionner, surtout si, au terme des conclusions d'une instruction judiciaire cet automne, elle est renvoyée devant les tribunaux. La décision pourrait tomber au moment de la prise de fonction de Raffaele Fitto à Bruxelles. Si trois ministres devaient être remplacés, un remaniement serait inévitable, et Giorgia Meloni serait alors contrainte de redemander la confiance au Parlement.

@FrMaselli

Alors qu'une frappe des forces de Moscou a fait plus de 50 morts à Poltava, Kiev a publié en août des chiffres très précis sur l'efficacité de ses capacités d'interception

La défense aérienne ukrainienne intercepte moins de la moitié des missiles russes

DCA

Dans le Donbass, l'armée russe progresse encore dans le secteur de Pokrovsk, alors que les Ukrainiens tiennent toujours plus de 1000 km² dans la région russe de Koursk. **D'importantes frappes menées par Moscou ont eu lieu dernièrement en Ukraine, causant plusieurs morts**. A Kiev, de nombreux responsables politiques vont être remplacés.

Jean-Dominique Merchet

UN MOIS APRÈS SON DÉBUT, le 6 août dans la région de Koursk, l'incursion ukrainienne en Russie n'a pas produit d'effets stratégiques majeurs. Cette opération surprise a toutefois permis de montrer que l'armée ukrainienne pouvait encore lancer des opérations offensives avec succès, alors qu'elle était sur une posture défensive depuis l'échec de sa grande offensive de l'été 2023. Ce n'est pas mauvais pour le moral des troupes, de la population ukrainienne et des alliés occidentaux.

Sur le terrain, la situation semble à peu près stabilisée : l'armée ukrainienne contrôle un peu plus de 1 000 km², soit dix fois la superficie de Paris. En dépêchant des renforts, les Russes sont parvenus à stopper l'avancée à une trentaine de kilomètres de leur territoire, mais semblent pour l'heure incapables d'en chasser l'armée ennemie. Les Ukrainiens ont capturé plusieurs centaines de prisonniers, dont de nombreux appelés, qui pourront faire l'objet d'échanges avec des militaires ukrainiens détenus en Russie.

Dans le même temps, l'armée russe continue de grignoter du terrain plus au sud, dans le Donbass, où elle se rapproche de la ville de Pokrovsk, un nœud logistique défendu par les Ukrainiens. Depuis octobre 2023, la Russie est parvenue à conquérir environ 1600 km² de terrain, avec une accélération au mois d'août. En termes de superficie, la balance pèse donc toujours en faveur des Russes.

Pertes élevées. Le constat reste le même depuis bientôt deux ans : aucune des deux armées n'est capable d'effectuer une percée qui aurait des conséquences stratégiques, en renversant la table. Elles se sont installées dans une guerre d'usure, d'attrition, avec des pertes élevées et de fortes consommations de munitions. Dans ce dernier domaine, les Russes dominent largement les Ukrainiens : le « Rapfeu » comme disent les artilleurs (nombre de munitions tirées de chaque côté) oscille depuis l'automne entre 5 à 8 contre 1. Toutefois, la faiblesse ukrainienne est en partie compensée par une meilleure précision des tirs.

On voit apparaître des armes nouvelles, fruits de la politique d'innovation ukrainienne. Ainsi, le « drone lance-flammes », un petit engin volant qui délivre une colonne de feu, sans doute produit par de la thermite, un composant chimique à base d'aluminium. Ce que l'on ne voit pas, en revanche, c'est toute la guerre électronique en cours, avec les systèmes de détection et de brouillage. Traditionnellement forts en la matière, les Russes sont capables de dresser de véritables murailles électroniques... que les ingénieurs ukrainiens s'ingénient à percer.

Si le combat d'attrition se poursuit sur le front terrestre, une autre bataille se poursuit sur les arrières avec des frappes à longue portée. Là encore, sans résultats stratégiques qui changeraient la donne. Mardi, deux missiles russes Iskander ont touché un centre de formation technique, en partie militaire, à Poltava, faisant plus de 50 morts et plusieurs centaines de blessés. D'autres villes ont été touchées, y compris celle de Lviv dans l'ouest du pays. De son côté, l'Ukraine poursuit ses attaques contre des installations sur le territoire de la Russie ou dans les territoires qu'elle occupe, en particulier la Crimée.



SIPA PRESS

Des pompiers ukrainiens luttant contre un incendie, après **un bombardement russe** près de Dnipro, le 2 septembre.

Les deux pays visent notamment les installations énergétiques du camp ennemi : raffineries de pétrole en Russie et réseau électrique en Ukraine. En août, le *Washington Post* avait révélé que Moscou et Kiev avaient envisagé des négociations, par l'entremise du Qatar, pour s'abstenir de telles frappes. Preuve que celles-ci font mal... Les Ukrainiens sont notamment inquiets pour l'hiver prochain. L'Ukraine souffre toujours des restrictions imposées par les Américains pour des frappes en profondeur sur le territoire russe. Washington vient de promettre des missiles air-sol JAASM d'une portée de plusieurs centaines de kilomètres, mais ils ne seront pas opérationnels avant plusieurs mois, au mieux. Le président Zelensky a annoncé, la semaine dernière, la réussite d'un essai d'un nouvel engin développé localement, un « drone-missile » balistique, baptisé Palyanystia, dont on ne connaît pas les caractéristiques.

Vulnérabilité. En revanche, l'armée ukrainienne a fait preuve, le 21 août dernier, d'une transparence peu commune. Son chef d'état-major, le général Syrskyi, a détaillé les performances de la défense aérienne face aux attaques russes. Depuis le 24 février 2022, 11 879 cibles ont été frappées par les Russes, soit une moyenne de treize chaque jour. Plus de la moitié (53%) serait des cibles civiles. L'armée ukrainienne revendique un taux d'interception de 43% des 23 587 engins tirés par les Russes – un chiffre loin des communiqués triomphalistes quotidiens...

Dans le détail, les drones (Shahed ou Lancet) et les missiles de croisière – qui sont des engins lents volant à basse altitude – sont les plus vulnérables avec un taux d'interception de respectivement 63% et 67%. En clair, seul un sur trois franchit les défenses ukrainiennes. En revanche, l'interception des missiles balistiques ou guidés, plus rapides, se révèle extrêmement difficile avec un taux de réussite variant de 0,55 à 5,7% selon les modèles. Ils passent donc presque tous. Seule surprise, le missile hypersonique Kinzhal, présenté par le Kremlin comme invulnérable, a été intercepté une fois sur quatre (28 sur 111).

Enfin, les premiers F-16 ont été engagés au combat, dans des missions de défense aérienne, mais l'un d'entre eux a été détruit vraisemblablement par un tir de missiles ukrainien. Le chef d'état-major de l'armée de l'air a été limogé, sans que le lien avec cette « bavure » ait été reconnu. Des changements importants sont en cours à Kiev, avec la démission de nombreux responsables politiques. La moitié des ministres pourraient être remplacés.

@jdomerchet

Au neuvième Forum sur la coopération sino-africaine, Xi Jinping veut rassurer le continent sur ses bonnes intentions

Pékin sort le grand jeu pour les dirigeants africains

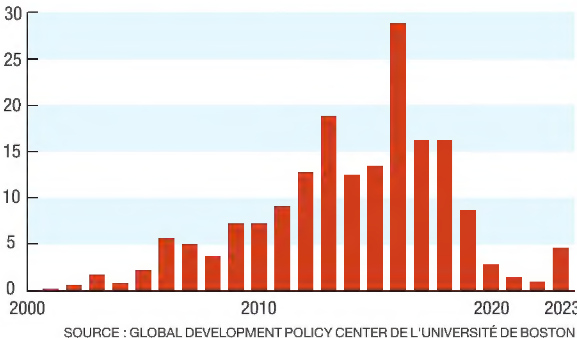
Top chef

Alors qu'entre 2000 et 2022, moins de 6% des prêts chinois à l'Afrique étaient consentis à des banques multilatérales africaines, **en 2023, plus de la moitié du montant total des prêts a été dirigée vers le secteur financier du continent.** Cela illustre à la fois le changement d'optique de Pékin qui mise désormais sur des investissements « petits mais beaux », son désir d'atténuer les risques de défauts de paiement et de ne plus être la cible de critiques sur le piège de la dette.

Claude Leblanc

Reprise prudente des prêts chinois à l'Afrique

Evolutions des crédits consentis aux gouvernements africains par Pékin (en milliards de dollars)



SOURCE : GLOBAL DEVELOPMENT POLICY CENTER DE L'UNIVERSITÉ DE BOSTON

JUSQU'À VENDREDI, plusieurs dizaines de délégations venues d'Afrique seront à Pékin pour participer au neuvième Forum sur la coopération sino-africaine (Forum on China-Africa Cooperation ou Focac), alors que la Chine cherche à prendre le leadership de ce qu'on présente aujourd'hui comme le Sud global. Il s'agit de la première rencontre de ce type entre des dirigeants chinois et africains dans la capitale chinoise depuis 2018 et elle intervient à un moment crucial de la relation entre Pékin et un continent qui abrite sa seule base militaire à l'étranger et où elle a été la principale puissance économique étrangère.

Au cours des dernières décennies, les financements chinois ont permis la construction d'autoroutes, de chemins de fer et de centrales électriques dans tout le continent africain. Ces financements ont permis de combler les déficits de financement et d'accroître l'influence politique de la Chine.

Mais cet engagement chinois a fait l'objet de nombreuses critiques quant aux conséquences financières pour les pays concernés dont l'endettement s'est considérablement accru. Le « piège de la dette » est devenu l'une des principales objections formulées à l'encontre de Pékin dans ses relations avec l'Afrique, l'obligeant à revoir sa stratégie en la matière en raison des difficultés rencontrées par certains de ses débiteurs. Par ailleurs, le ralentissement économique chinois couplé au désir d'investir de façon plus rentable a conduit les Chinois à réduire leurs prêts notamment depuis la crise sanitaire. Pour autant, l'année dernière, ils ont accordé aux pays africains leur plus gros volume de crédit depuis la période précédant la pandémie, selon une nouvelle étude du Global Development Policy Center de l'Université de Boston. Bien que les 4,61 milliards de dollars prêtés soient les plus importants depuis 2019, ils restent bien inférieurs aux montants que Pékin a avancés aux pays africains après le lancement de son projet des nouvelles Routes de la soie en 2013, avec un pic de plus de 28,8 milliards de dollars atteint en 2016.

Structure des échanges. Le Focac intervient à un moment clé pour la Chine dans sa volonté de se construire une image de leader mondial alternatif et de s'inscrire dans une dynamique de développement durable, en s'appuyant sur sa propre expérience. Déjà perceptible en 2019 à l'occasion du deuxième Forum sur l'initiative « une ceinture et une route » (Belt and Road Initiative, BRI), le discours qui va être tenu aux dirigeants africains va porter sur la nécessité de favoriser des projets durables, autrement dit moins importants que par le passé, et de mettre en avant les technologies vertes dont Pékin est l'un des leaders mondiaux. Cela répond aussi à une demande de la part de l'Afrique comme en a témoigné la déclaration du président sud-africain Cyril Ramaphosa qui a réclamé, lundi, à Xi Jinping de « réduire le déficit commercial et de s'attaquer à la structure de nos échanges ». La Chine est le premier partenaire commercial bilatéral du continent, et les volumes d'échanges sont en hausse, atteignant un record historique de 282 milliards de dollars en 2023. Mais pour la Chine, l'Afrique ne représente que 4,7% de son commerce extérieur et il existe un déséquilibre important, la Chine exportant plus (173 milliards de dollars) vers l'Afrique qu'elle n'importe (109 milliards de dollars) du continent africain.

En 2021, le président chinois s'était engagé à importer des produits d'une valeur de 300 milliards de dollars en provenance d'Afrique d'ici à 2025. C'est loin d'être le cas. Par ailleurs, les responsables africains voudraient que le commerce bilatéral ne se résume pas à un échange de matières premières africaines contre des produits manufacturés chinois. C'est l'un des enjeux majeurs du 9e Focac, et il est probable que Xi Jinping tienne un discours qui cherche à rassurer ses interlocuteurs. Lors de sa rencontre avec le président congolais Félix Tshisekedi, mardi, à Pékin, il a promis d'aider la République démocratique du Congo à « transformer l'avantage des ressources en dynamique de développement », en le soutenant dans les domaines de l'agriculture et de la transformation des minerais. Wang Yi, le ministre des Affaires étrangères chinois a, pour sa part, affirmé, dimanche, à son homologue sénégalais Yassine Fall que le monde ne pouvait pas être « un monde où “les pays riches sont toujours riches et les pays pauvres sont toujours pauvres” ».

Concurrence. Ces prises de position chinoises montrent que Pékin est conscient que ses engagements sont aujourd'hui concurrencés par les Etats-Unis et les Européens qui ont lancé leurs propres efforts pour financer les infrastructures en Afrique, largement motivés par leur inquiétude face à la présence chinoise de plus en plus grande sur le continent. Les investissements directs chinois ont atteint 40 milliards de dollars en 2023, ce qui en fait l'une des principales sources d'investissements étrangers en Afrique. La présence d'une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement africains dans la capitale chinoise montre que la Chine reste un partenaire privilégié pour l'Afrique, Pékin qualifiant le Forum qui va durer trois jours de « plus grand événement diplomatique majeur » accueilli par la Chine depuis des années. Quatre thèmes principaux sont au menu du Focac : la gouvernance, l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture, la paix et la sécurité, et le développement de la BRI sur ce continent.

Si la Chine met une nouvelle fois les petits plats dans les grands pour accueillir les dirigeants africains, c'est parce que l'Afrique est perçue comme un appui essentiel pour sa vision diplomatique concurrente de l'Occident.

En recevant le colonel Assimi Goita, président intérimaire du Mali contrôlé par la junte, Xi Jinping a déclaré que la Chine avait « soutenu l'autodétermination du peuple africain pour décider de son destin futur », tandis que son invité a fait l'éloge de la position chinoise, qui « s'oppose à l'ingérence dans les affaires intérieures des autres pays », tout en promettant d'approfondir la coopération en matière d'économie et de sécurité. Elle reste aussi persuadée que l'Afrique est un débouché essentiel pour ses produits, notamment ses technologies vertes telles que les panneaux solaires et les véhicules électriques que d'autres continents, l'Amérique et l'Europe, cherchent aujourd'hui à surtaxer.

@Japonline

Market logic *L'amorce d'un marché baissier ? Non, il s'agit d'une simple correction*

La chronique de Ken Fisher



Malgré les nombreuses craintes des marchés, nous assistons actuellement à une simple correction, et non à un marché baissier. Un vieil adage, longtemps oublié, mais pourtant presque toujours vrai, est aujourd'hui d'actualité : « Les marchés haussiers meurent dans un soupir, sans faire de bruit. » La baisse de fin juillet et début août a quant à elle fait grand bruit : une chute de 9% des actions mondiales en quinze jours de Bourse seulement (un niveau proche du seuil de -10% synonyme de correction), la plupart des grands indices mondiaux chutant rapidement depuis leur sommet historique.

Les fluctuations des valeurs françaises et de la zone euro ont certes commencé dès la mi-mai, juste avant la période électorale, avec une chute de 12,5% pour le CAC40. Mais ces replis se sont accentués fin juillet-début août, parallèlement à la chute plus brutale des actions mondiales. Vous connaissez les craintes des marchés. Les gens ont beau le nier, ils accordent beaucoup plus de crédit et de réalisme à ces craintes lorsque les marchés plongent, dans un contexte d'émotions exacerbées.

Les véritables marchés baissiers démarrent presque toujours en douceur. A une exception notable : le krach de 2020 causé par le confinement face à la pandémie de Covid-19. Mais en règle générale, les marchés baissiers commencent plutôt timidement. Rappelez-vous : au cours des cinq premiers mois du marché baissier de 2007-2009, le CAC40 avait baissé de 4,6% seulement.

Tromperie. Comment l'expliquer ? Depuis près de quarante ans, j'ai rebaptisé le marché boursier « le Grand Humiliateur ». Il cherche à tromper tout le monde au maximum, pour le plus longtemps et pour le plus d'argent possible. Le plus souvent, il y parvient au fil du temps, et tente ainsi de nous avoir - vous, moi, votre mère, tout le monde. Il attire peu à peu les investisseurs au fur et à mesure que les actions grimpent.

> *« Voici une règle basique, mais efficace : les deux premiers tiers d'un marché baissier en termes de durée ne représentent qu'un tiers de sa chute en pourcentage, tandis que le dernier tiers est responsable du reste »*

Vient ensuite le début d'un marché baissier, qui continue d'appâter les investisseurs grâce à de légers replis précoces, considérés comme des « opportunités d'achat ». Par la suite, le « Grand Humiliateur » leur inflige de lourdes chutes proches des niveaux les plus bas, à l'instar des -40% du CAC 40 lors des terribles six derniers mois de la période 2007-2009, au nez et à la barbe des investisseurs. Le phénomène se répète à chaque cycle.

Le « Grand Humiliateur » ne peut accomplir son objectif s'il effraie trop les investisseurs lorsque le marché est proche de son sommet. Il doit d'abord redescendre en douceur, attirant ainsi toujours plus d'argent. Un mouvement trop violent ferait fuir les gens trop tôt.

Voici une règle basique, mais efficace : les deux premiers tiers d'un marché baissier en termes de durée ne représentent qu'un tiers de sa chute en pourcentage, tandis que le dernier tiers est responsable du reste. Dans pratiquement tous les cas, les choses commencent ainsi lentement… avant de s'accélérer brutalement.

Décrochages. Mais les corrections - qui correspondent à de brusques décrochages par rapport à un sommet - exacerbent quant à elles rapidement les craintes, ce qui a pour effet de faire retomber le sentiment sur les marchés et de favoriser ensuite le prochain rebond du marché haussier dès la correction terminée. En général, les corrections s'inversent à peine moins vite que la baisse enregistrée.

Prenons les actions américaines, pour lesquelles nous disposons de l'historique le plus long et le plus précis. Depuis 1925, le S&P 500 a subi 35 corrections d'une amplitude comprise entre -10 et -20% en dollars. La baisse médiane s'établit à -13,6% en 2,1 mois. Le délai médian de retour à l'équilibre n'est que de 2,5 mois.

Et le rebond qui suit une correction va bien au-delà du point d'équilibre. Les gains médians six mois après le plancher ressortent ainsi à 22,9%. Et après douze mois ? 29,6%. Deux ans après un plancher, la hausse médiane des actions américaines est de 44% !

> *« Les craintes infondées ont toujours un effet haussier dans la mesure où elles sont d'ores et déjà intégrées dans les cours »*

Si vous vendez alors que le « Grand Humiliateur » cherche à vous faire peur avec une correction, vous risquez de rater des rebonds significatifs. Une véritable humiliation !

Comme le montre cette chute, ces mouvements sont mondiaux. La corrélation entre les actions américaines et les marchés français est de 0,78. Sachant que 1,00 correspond à un mouvement identique et -1,00 à un mouvement parfaitement opposé, une reprise à la hausse devrait ainsi soutenir le CAC40. C'est ce qui se produit, puisque les actions françaises suivent à présent les marchés mondiaux à la hausse après le point bas de début août.

Aujourd'hui, les actualités qui suscitent la panique sont légion. Pensons au débouclage de l'opération de portage (carry trade) sur le yen, aux craintes suscitées par le déficit et la situation politique confuse en France, à la faiblesse des cryptomonnaies, aux craintes de récession aux Etats-Unis dans un contexte de taux de chômage en légère hausse, ainsi qu'aux mesures trop timides et trop tardives de la BCE et de la Réserve fédérale américaine.

Ajoutons à cela la désignation d'un nouveau candidat démocrate aux élections présidentielles américaines, Joe Biden ayant cédé la place à la vice-présidente Kamala Harris, réduisant ainsi dans les sondages les chances d'une victoire de l'ancien président Donald Trump en novembre. Tous ces éléments ont un impact considérable sur les traders.

Mais n'y prêtez pas attention. Nous manquerions de place dans ces colonnes pour les réfuter toutes… mais il s'agit de craintes infondées. Or les craintes infondées ont toujours un effet haussier dans la mesure où elles sont d'ores et déjà intégrées dans les cours. Cela ne veut pas dire que la correction est derrière nous. Mais si tel n'est pas le cas, ça ne saurait tarder.

Lorsque ce marché haussier prendra fin, ce ne sera pas dans un mouvement précipité, mais plutôt dans un lent retournement… pour satisfaire, comme toujours, le « Grand Humiliateur ». Quoi qu'il en soit, nous n'y sommes pas encore.

@KennethLFisher

Ken Fisher est président et directeur de Fisher Investments Europe, président exécutif et codirecteur des investissements de Fisher Investments.

l'Opinion **BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU** - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication :** Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef :** Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints :** Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Fabrice Gliszczynski et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce :** Cécile Colomb. **Publicité commerciale :** Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière :** Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION :** 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION :** Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

THE WALL STREET JOURNAL.
DOW JONES 5 septembre 2024 & l'Opinion NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

Comment l'immigration a remodelé la main-d'œuvre aux Etats-Unis

Les Etats-Unis connaissent leur plus grande vague d'immigration depuis des décennies. Des millions de personnes y arrivent des quatre coins du monde en quête de sécurité et d'opportunités professionnelles. Les migrants grossissent les rangs de la population et modifient la composition de la main-d'œuvre américaine. Un phénomène d'une telle ampleur qu'il devrait avoir des répercussions sur l'économie pendant plusieurs décennies.

Depuis la fin de l'année 2020, plus de neuf millions de personnes se sont installées aux Etats-Unis – si l'on soustrait celles qui sont parties – légalement ou illégalement, selon les estimations et les projections du Congressional Budget Office (bureau du budget du Congrès, CBO). C'est presque autant qu'au cours de la totalité de la décennie précédente. Cette immigration a fait croître la population américaine de près de 1,2% par an, le taux le plus élevé depuis le début des années 1990. Sans elle, l'augmentation annuelle ne serait que de 0,2%, en raison de la baisse des taux de natalité, et la population aurait commencé à diminuer vers 2040, toujours selon le CBO.

Cette poussée migratoire est un sujet de polémique, la plupart des immigrés n'étant pas passés par les voies légales traditionnelles. Moins de 30% d'entre eux – environ 2,6 millions de personnes – sont considérés par le CBO comme des « résidents permanents légaux », une catégorie qui inclut les détenteurs de carte verte et d'autres de migrants arrivés légalement grâce, notamment, aux visas familiaux ou à ceux liés à l'emploi. En outre, le CBO estime que la population étrangère non migrante, qui comprend les intérimaires et les étudiants, a augmenté d'environ 230 000 individus depuis la fin de l'année 2020.



SIPA PRESS

De nombreux migrants arrivés aux Etats-Unis après 2020 occupent des emplois mal rémunérés, comme ouvrier du bâtiment.

Le CBO regroupe la plupart des 6,5 millions de personnes restantes dans la catégorie « autres ressortissants étrangers ». La majeure partie d'entre elles a franchi la frontière avec le Mexique sans autorisation préalable, s'est présentée aux autorités frontalières américaines et a demandé l'asile. Des dates d'audience pour le traitement de leur dossier leur ont été fixées, parfois plusieurs années plus tard. En attendant, la plupart des nouveaux arrivants vivent dans des centres d'hébergement financés par les pouvoirs publics, mais la majorité travaille.

De nombreuses informations sur cette population ne sont pas connues avec précision. Les données des tribunaux de l'immigration sont incomplètes : elles ne concernent que les migrants soupçonnés d'avoir enfreint les lois sur l'immigration ou d'autres législations. De son côté, la commission de la sécurité intérieure de la Chambre des représentants estime qu'au moins deux millions de personnes ont franchi la frontière sans être repérées depuis la fin de l'année 2020. Le CBO fonde

Lire IMMIGRATION en page II

La pré-éclampsie, fléau des femmes enceintes et des jeunes mamans ?

Cinq jours après la naissance de son fils, Katie Harrington, 28 ans, a eu mal à la tête. Très mal à la tête, au point d'en pleurer.

Elle voyait flou. Sa tension atteignait des sommets.

Elle est retournée à l'hôpital de sa ville de Manchester, dans le New Hampshire, où les médecins lui ont donné des médicaments pour faire baisser sa tension et éviter l'apparition de convulsions. Deux jours plus tard, elle allait mieux, et elle a pu rentrer chez elle.


SIPA PRESS

Chaque année, outre-Atlantique, les pathologies telles que la pré-éclampsie sont responsables de complications pour plus d'une grossesse sur sept.

Au bout de quelques heures à peine, sa tension est remontée.

Mme Harrington était atteinte de pré-éclampsie, une pathologie survenant pendant et après la grossesse diagnostiquée en partie par une hausse brutale de la tension artérielle. Une maladie de plus en plus courante, notamment chez des femmes en bonne santé. Et très mal connue.

Le taux de pré-éclampsie et d'autres complications de la grossesse liées à l'hypertension a été multiplié par plus de deux entre 2007 et 2019. « Ce n'est plus une maladie rare », constate docteure Sadiya Khan, professeure à la Feinberg School of Medicine de l'Université Northwestern. Chaque année, ces pathologies sont ainsi responsables de complications pour plus d'une grossesse sur sept. Cela participe d'une véritable crise sanitaire pour les femmes enceintes et les jeunes mères aux Etats-Unis. Le pays présente en effet le taux de mortalité maternelle le plus élevé de tous les pays développés. Et ce taux augmente depuis 2018, même si l'on ne tient pas compte de la surmortalité durant la pandémie de Covid-19 : il était de 22,3 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2022 contre 17,4 en 2018, selon les chiffres des CDC, les centres américains pour le contrôle et la prévention des maladies.

Près des deux tiers des décès maternels se produisent après l'accouchement, durant une période que les chercheurs et les médecins appellent de plus en plus souvent le « quatrième trimestre ». Pour les scientifiques, le congé de maternité et les visites à domicile par des professionnels de santé après l'accouchement sont plus fréquents dans les autres pays

Lire FEMMES en page II

Des trolls soutenus par Pékin ciblent les électeurs américains

WASHINGTON – Des trolls soutenus par le gouvernement chinois visent les électeurs américains à la veille de l'élection présidentielle de 2024, endossant de fausses identités de militants afin de promouvoir sur les réseaux sociaux des récits clivants autour de sujets comme le contrôle des armes à feu, les inégalités raciales et la guerre entre Israël et le Hamas, dévoilent de nouvelles recherches.

Selon un nouveau rapport, ce coup de collier de la propagande, que les chercheurs attribuent à un réseau d'influence prolifique appelé Spamouflage, aux liens reconnus avec le gouvernement chinois, cherche à saper la confiance dans l'élection américaine. Le ciblage de cette initiative est plutôt vague dans la mesure où elle a visé l'ancien président Donald Trump et les deux candidats présidentiels démocrates, la vice-présidente Kamala Harris et le président Biden avant qu'il ne quitte la course.

« Une des plus grandes entreprises d'influence secrètes en ligne du monde, gérée par des agents liés à l'Etat chinois, redouble d'agressivité dans ses tentatives d'infiltration et d'influence des conversations politiques avant l'élection », alerte Jack Stubbs, directeur des renseignements de l'entreprise de recherche Graphika, qui a publié mardi 3 septembre le rapport sur les activités présumées de Spamouflage.

Sur un compte TikTok, une personne revendiquant être une source d'information conservatrice américaine appelée Harlan Report a publié des vidéos, cumulant des millions de vues, attaquant généralement les démocrates. Si la plupart d'entre

Lire TROLLS en page II

IMMIGRATION

Suite de la page I

ses calculs en combinant estimations et projections. Certaines sources estiment, elles, que le nombre d'arrivées d'immigrants est inférieur.

Cependant, des informations commencent à arriver au compte-gouttes, notamment par le biais de l'enquête mensuelle du Bureau du recensement portant sur 60 000 ménages et de la Transactional

Les dernières données dressent le portrait d'une population de migrants très majoritairement hispanophone, plus jeune, moins éduquée et plus susceptible de travailler que les Américains nés aux Etats-Unis

Records Access Clearinghouse (Trac), une base de données compilant les dossiers déposés auprès des tribunaux de l'immigration, gérée par l'université de Syracuse. Elles dressent le portrait d'une population très majoritairement hispanophone, plus jeune, moins éduquée et plus susceptible de travailler que les Américains nés aux Etats-Unis.

Le nombre de migrants arrivés après 2020 qui participent à l'enquête mensuelle de recensement est faible : les démographes estiment que les personnes en situation irrégulière sont moins susceptibles de répondre lorsque les autorités les contactent pour leur poser des questions.

Toutefois, en se plongeant dans le profil de ceux ayant participé à cette enquête mensuelle, il est possible de tirer des conclusions sur leurs caractéristiques. *The Wall Street Journal* a étudié la période s'étendant de mai à juillet.

Les migrants récents sont plus jeunes et plus souvent en âge de travailler que les Américains nés aux Etats-Unis. Selon les données du recensement mensuel, 78% des étrangers arrivés depuis 2020 ont entre 16 et 64 ans, contre 60% des natifs du pays.

Cela explique en partie pourquoi ils sont plus susceptibles de faire partie de la population active. Parmi les migrants récents âgés de 16 ans ou plus, le taux d'activité est de 68%, alors qu'il est de 62% pour les Américains nés aux Etats-Unis. En données brutes, cela représente probablement plus de cinq millions de personnes, soit environ 3% de la population active.

Le taux d'activité des migrants récents devrait encore augmenter dans les années à venir. Il faut souvent plus de six mois pour qu'une personne entrée aux Etats-Unis se voie délivrer un permis de travail. Le taux d'activité des étrangers arrivés entre 2004 et 2019 s'élève à 73%, selon les données du recensement.

Et alors que 5% des Américains en âge de travailler sont dans l'incapacité de le faire – généralement en raison d'une maladie chronique, d'un handicap, d'une toxicomanie ou de la nécessité de s'occuper de membres de leur famille –, moins de 1% des migrants arrivés après 2020 déclarent être dans cette situation.



SIPA PRESS

Depuis la fin de l'année 2020, plus de neuf millions de migrants se sont installés aux Etats-Unis. Presque autant qu'au cours de la totalité de la décennie précédente.

Les douze principaux pays d'origine des nouveaux arrivants assignés à des audiences devant les tribunaux d'immigration depuis la fin de l'année 2020 se trouvent en Amérique latine ou dans les Caraïbes, selon les données du Trac. Arrivent en tête le Venezuela (14%), le Mexique (13%) et le Honduras (8,5%).

Les données mensuelles du recensement brossent un tableau légèrement différent, suggérant que le Mexique est le pays d'origine le plus fréquent, suivi du Venezuela et de l'Inde.

Si les nouveaux arrivants s'installent dans tout le pays, pour les 4,2 millions de personnes qui ont été assignées à des audiences au tribunal de l'immigration depuis la fin de l'année 2020, les cinq principaux Etats de destination sont la Floride, le Texas, la Californie, New York et le New Jersey.

L'Alaska, le Vermont et la Virginie-Occidentale arrivent en queue de peloton.

Si la plupart des migrants récents sont capables de travailler, beaucoup ne sont pas en mesure d'occuper des emplois hautement qualifiés. Les données du recensement montrent que ceux arrivés depuis le début de l'année 2020 sont plus de deux fois plus susceptibles de ne pas avoir de diplôme d'études secondaires que les travailleurs nés aux Etats-Unis.

Fait peut-être contre-intuitif, le taux de titulaires d'une licence ou d'un diplôme du supérieur dans cette population est légèrement plus élevé que chez les personnes nées aux Etats-Unis. Les données n'expliquent pas clairement pourquoi.

Selon les données des tribunaux de l'immigration, la langue parlée par les immigrants récents est à 80% l'espagnol. Une enquête réalisée l'année dernière par le KFF [NDLR : une ONG américaine] et le *Los Angeles Times* a révélé qu'environ la moitié des migrants vivant aux Etats-Unis déclarent parler « très bien » ou exclusivement l'anglais.

Les migrants arrivés depuis le début de l'année 2020 affichent un taux de chômage supérieur à celui de l'ensemble de la population. En moyenne, il était de 8,2% entre mai et juillet, contre 4,2% pour les travailleurs nés aux Etats-Unis et 3,5% pour les cohortes plus anciennes de migrants. Le taux global de chômage a augmenté cette année, atteignant 4,3% en juillet, en partie à cause du nombre croissant de migrants à la recherche d'un emploi.

Les migrants récents gagnent généralement moins que les travailleurs nés aux Etats-Unis en raison de leur faible niveau d'éducation, de leur médiocre maîtrise de l'anglais et, dans certains cas, de leur absence de permis de travail. Ils peuvent également entrer en concurrence avec des employés déjà en poste, moins instruits, et exercer une pression à la baisse sur leurs rémunérations. Selon le CBO, la hausse de l'immigration pourrait ainsi peser légèrement sur l'ensemble des salaires et de la productivité à court terme.

Toutefois, cette pression s'estompe au fil du temps, à mesure que les migrants acquièrent de l'expérience et que ceux possédant un diplôme universitaire contribuent à l'innovation, selon le CBO. De plus, dès le jour où ils commencent à travailler, les migrants paient des impôts fédéraux, ce qui contribue à limiter le déficit du pays.

Une grande partie des personnes arrivées après 2020 occupent des emplois mal rémunérés. Au sein de cette population, les professions les plus courantes, selon les données du recensement, sont ouvrier du bâtiment, femme de ménage et cuisinier. Ces postes sont plus susceptibles d'être occupés par des migrants, en particulier ceux arrivés récemment, que par des individus nés aux Etats-Unis.

De nombreux migrants occupent néanmoins des emplois qualifiés. Les développeurs de logiciels constituent, par exemple, la huitième profession la plus fréquente chez les personnes arrivées après 2020.

Paul Kiernan, Danny Dougherty et Peter Santilli

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

Edited from the original

TROLLS

Suite de la page I

elles n'ont obtenu que quelques milliers ou dizaines de milliers de visionnages, d'autres ont connu un décollage notable.

La plus populaire, publiée le 10 juillet, compte 1,5 million de vues. Il s'agit d'un extrait vidéo de la chaîne Fox News montrant M. Biden en train de parler lors d'un récent sommet de l'Otan à Washington, qui détourne ses propos pour qu'il ait l'air incohérent. Le texte incrusté dans la vidéo indique « Biden : "Je me suis rendu compte que je *** votre femme ?" » Dans la vidéo, M. Biden dit qu'il s'était rendu compte qu'il « parlait à votre femme », mais le texte implique une réflexion plus salace.

Contacté sur TikTok, le compte a refusé de s'identifier et a affirmé que ses pages YouTube et Instagram avaient été bloquées suite à leur soutien à M. Trump.

« Dans votre monde, je suis un clown », a affirmé le compte, qui utilise parfois un anglais haché. « Désolé, vous ne pouvez pas connaître mon identité, personne garantit ma sécurité. »

TikTok a banni Harlan Report après que *The Wall Street Journal* l'a interrogé à son sujet et qu'une porte-parole a indiqué que le compte enfreignait les règles de la communauté. La politique de l'application chinoise interdit en effet sur sa plateforme les faux comptes trompant sciemment les utilisateurs.

« Nous traquons sans relâche et signalons publiquement les opérations d'influence clandestines que nous ne cessons de supprimer », a précisé la porte-parole de TikTok, avant d'ajouter : « Nous continuerons de supprimer les comptes trompeurs et la désinformation nuisible tout en protégeant l'intégrité de notre plateforme pendant l'élection américaine ».

Liu Pengyu, porte-parole de l'ambassade de Chine à Washington, a déclaré que la Chine « n'a pas l'intention [d'interférer avec l'élection américaine] et ne le fera pas ». Il a poursuivi : « Le soi-disant rapport est dépourvu de base factuelle et il est plein de préjugés et de conjectures malveillantes visant la Chine ».

Ces nouvelles révélations paraissent alors que les inquiétudes au sujet des influences étrangères dans l'élection américaine ne font que croître. Le mois dernier, l'équipe de campagne de M. Trump a révélé avoir été victime de hackers, au service de l'Iran, selon les renseignements américains, un signe de plus parmi tant d'autres que Téhéran éprouve un vif intérêt pour cette élection.

La nouvelle campagne semble surtout couronnée d'un succès (modeste) sur TikTok et n'a pas réussi à vraiment décoller sur X (ex Twitter) – où Graphika a identifié 15 comptes actifs dans le réseau Spamouflage – ni sur Instagram ou YouTube, qui ont tous deux suspendu des comptes qui lui étaient liés.

Une récente enquête menée par *The Wall Street Journal* a découvert que TikTok faisait remonter des milliers de vidéos contenant des mensonges et des exagérations politiques à ses utilisateurs. Un lien a été établi entre un réseau de vidéos anti-Trump, générées à l'aide de l'intelligence artificielle, et un réseau complexe de comptes étrangers qui semblent agir depuis la Chine, le Nigeria, l'Iran et le Vietnam.

Harlan Report était actif jusqu'à cette semaine sur X, qui a également fini par le suspendre après que *The Wall Street Journal* a demandé des renseignements sur ce compte. Sur X, Harlan Report se présentait comme un conservateur de 31 ans et comptait autour de 11 000 abonnés. « 31 ans, Républicains, Anglais Moyen, Cerveau brillant, I love Trump. #Patriotsunited #MAGA #Trump2024 », pouvait-on lire dans sa bio. X n'a pas répondu à nos demandes de commentaires.

Au début de l'été, les agences de renseignement américaines ont partagé le résultat de leurs estimations, selon lesquelles la Chine n'essaierait pas de modifier ou de changer l'issue de la course présidentielle – contrairement à la Russie qui chercherait de nouveau à saper les démocrates et à l'Iran qui fait son possible pour empêcher M. Trump de retourner à la Maison Blanche. La Chine, la Russie et l'Iran nient les accusations qui leur imputent le ciblage d'électeurs américains avec des campagnes de propagande secrètes en ligne.

Le mois dernier, l'équipe de campagne de Donald Trump a révélé avoir été victime de hackers au service de l'Iran

Graphika affirme être certain que le réseau identifié est lié à des opérateurs chinois. Parmi d'autres éléments, il a noté que les comptes qu'il examinait sur X publiaient parfois en chinois, ce qui, selon ses chercheurs, est probablement accidentel dans la mesure où ces publications sont ensuite effacées. Graphika a établi le lien entre les comptes grâce à des indicateurs communs, notamment le fait que nombre d'entre eux rejoignent les mêmes espaces communautaires sur la plateforme.

Une autre fois, le compte de Harlan Report a effacé une série de vieilles publications faites sous une ancienne identité, avant de prendre celle d'une source d'information conservatrice. Parmi ces publications supprimées figurait un dessin datant de l'année dernière critiquant un virologue chinois qui a affirmé que le virus de la Covid-19 avait été créé dans un laboratoire chinois. Ce virologue a fréquemment été la cible d'opérations de la part de Spamouflage.

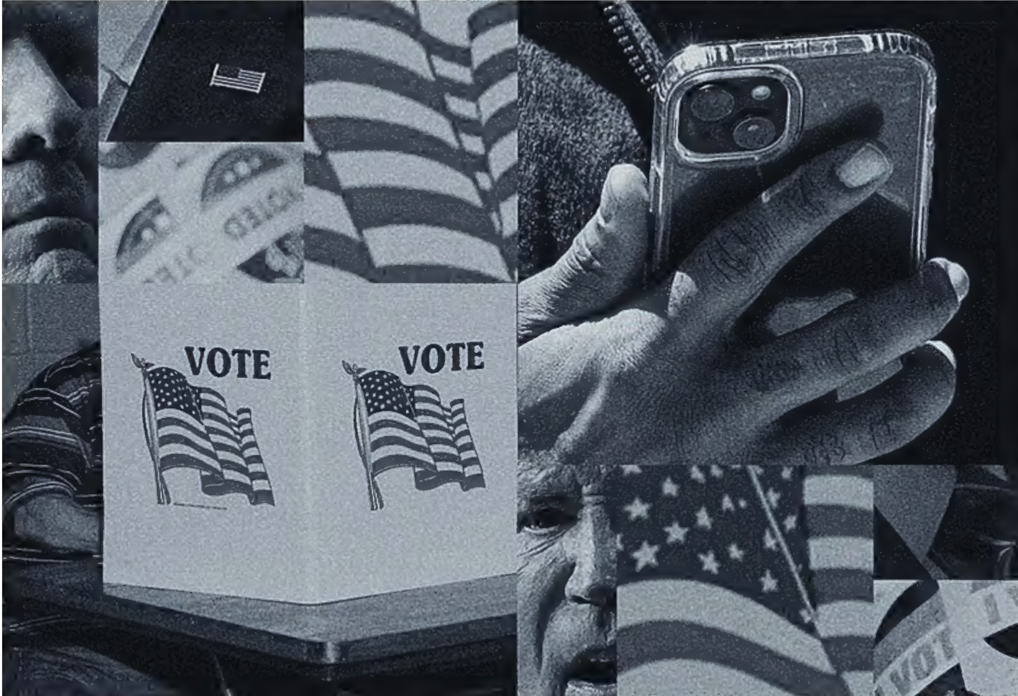
Spamouflage est suivi par des chercheurs occidentaux spécialistes des cybermenaces au moins depuis 2019. L'année dernière, Meta Platforms a supprimé des milliers de comptes liés à Spamouflage (qu'il affirme liés aux forces de l'ordre chinoises) dans ce qu'il a à l'époque indiqué être la plus grande opération d'influence clandestine en ligne connue du monde, bien que largement inefficace. Au même moment, TikTok a, lui aussi, supprimé des centaines de comptes liés à ce groupe.

Dustin Volz

Georgia Wells a contribué à cet article

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérengère Viennot)

Edited from the original



ARIEL ZAMBELICH/WSJ; PHOTOS: GETTY, AP, BLOOMBERG (2), REUTERS

Des chercheurs attribuent à un réseau d'influence lié à Pekin, appelé Spamouflage, la volonté de saper la confiance dans la présidentielle américaine.

FEMMES

Suite de la page I

industrialisés qu'aux Etats-Unis, ce qui peut contribuer à prévenir des complications mortelles.

En 2020, près d'un tiers des décès maternels étaient liés à des problèmes cardiovasculaires, dont la pré-éclampsie. Les médecins n'en connaissent pas la cause exacte, mais une mauvaise alimentation, l'obésité, l'âge et le stress peuvent constituer des facteurs de risque. Chez les jeunes, les problèmes cardiaques sont plus fréquents que chez leurs aînés, souligne docteure Khan, qui est cardiologue. Les autres grandes causes de décès maternel sont le suicide, l'overdose et l'hémorragie.

La pré-éclampsie peut provoquer des lésions des organes, des convulsions ou des AVC. Elle est parfois considérée comme temporaire, mais des recherches ont montré que, des années plus tard, les patientes présentaient un risque significativement plus élevé d'AVC et d'infarctus.

Les symptômes de la pré-éclampsie ont été décrits pour la première fois par Hippocrate au Ve siècle avant notre ère, ce qui en fait l'une des maladies les plus anciennes au monde. Mais ses causes restent inconnues. Certains chercheurs estiment que le terme recouvre plusieurs pathologies. Le traitement n'a guère évolué depuis un siècle. Dans la

> ***Les symptômes de la pré-éclampsie ont été décrits pour la première fois par Hippocrate au Ve siècle avant notre ère, ce qui en fait l'une des maladies les plus anciennes au monde***

série télévisée *Downton Abbey*, elle frappe Lady Sybil, qui meurt peu après son accouchement. Aujourd'hui, il existe des traitements pour les symptômes, mais pas pour la maladie elle-même.

On pense souvent que la pré-éclampsie survient pendant la grossesse, mais elle touche souvent les femmes qui viennent d'accoucher, comme Mme Harrington. Les recherches sur les complications après l'accouchement sont très peu nombreuses. Les scientifiques commencent à étudier la tension des jeunes mères afin de mieux comprendre ce qui se passe dans le corps juste après la naissance, dans la mesure où il faut plusieurs semaines pour que l'organisme retrouve son état d'avant la grossesse, explique Eleni Tsigas, directrice de l'ONG Preeclampsia Foundation. « Mais c'est un domaine encore largement inexploré, où il reste beaucoup à faire », déplore-t-elle.



TONY LUONG FOR WSJ

L'épouse de Sean Harrington, Katie, est décédée des suites d'une pré-éclampsie peu après la naissance de leur fils.

« Elle n'avait pas l'air bien »

Katie, qui avait épousé Sean Harrington en février 2022, rêvait de devenir maman. Elle voulait deux enfants. Avant d'entrer dans la société de prêts bancaires créée par sa grand-mère, ce petit bout de femme énergique voulait travailler avec des mères adolescentes.

Un mois après son mariage, elle était enceinte. Elle a passé les mois suivants à se préparer à l'arrivée du bébé, prenant tous les mois des photos de son ventre et lisant des articles sur la dépression post-partum, sa plus grande inquiétude depuis que l'une de ses amies en avait fait une.

Weston est né le 3 décembre 2022 par césarienne. C'était un gros bébé, à un peu plus de 4,5 kg, avec une touffe de cheveux noirs, comme sa mère. La grossesse était normale mais l'accouchement a été difficile, et Weston a passé quatre jours en soins intensifs de néonatologie.

Katie est sortie de la maternité le 6 décembre, munie d'un gros paquet, et avec la consigne d'appeler son médecin traitant si elle avait un mal de tête qui ne passait pas ou des problèmes de vision.

Weston est arrivé à la maison le 7 décembre. Le lendemain, Katie ne se sentait pas bien. Epuisée après une nuit blanche avec son bébé et souffrant d'un mal de tête carabiné, elle a appelé sa mère Diane Morrissette à l'aide.

Celle-ci pensait que la tension de sa fille était peut-être trop basse. Elle s'est rendue chez sa fille et son gendre munie d'un tensiomètre.



SIPA PRESS

Une véritable crise sanitaire frappe les femmes enceintes et les jeunes mères aux Etats-Unis. Le pays présente le taux de mortalité maternelle le plus élevé de tous les pays développés.

La tension de Katie était forte : la tension systolique, le premier chiffre, était de 161, et la tension diastolique au-dessus de 90. Pour la société américaine de gynécologie-obstétrique, une tension systolique de 160 et plus ou une tension diastolique de 110 et plus est un signe d'hypertension grave ou de pré-éclampsie sévère, qui nécessite un traitement urgent.

Mme Harrington n'avait pas d'antécédents d'hypertension, mais, comme l'explique docteure Alisse Hauspurg, spécialiste de médecine maternelle et fœtale à l'Université Brown qui étudie l'hypertension post-partum, des études menées sur des femmes hypertendues ont montré qu'elles connaissent un pic de tension entre le quatrième et le septième jour suivant l'accouchement, augmentant le risque de convulsions, d'AVC et d'infarctus. Cela pourrait s'expliquer par le reflux du sang de l'utérus vers le système sanguin. Mais on ne sait pas encore si toutes les femmes connaissent un tel pic de tension, poursuit-elle.

Diane Morrissette a indiqué la mesure de la tension au cabinet de gynécologie de sa fille. Un médecin lui a dit de l'emmener à l'hôpital. A son arrivée, sa tension était plus faible, à 151/93, mais toujours au-dessus de la normale. Un infirmier lui a donné un médicament pour son mal de tête et a expliqué qu'elle ne recevrait pas d'autre traitement si sa tension systolique restait inférieure à 160, se rappelle Diane.

Katie a rapidement franchi cette barre. Des analyses en laboratoire ont montré que le fonctionnement de son foie était affecté. Les médecins ont diagnostiqué une pré-éclampsie sévère et redoutaient un syndrome HELLP, une complication de la pré-éclampsie. Ils l'ont gardée à l'hôpital et lui ont donné un médicament contre l'hypertension et du sulfate de magnésium pour éviter des convulsions, autrement dit une crise d'éclampsie.

Elliot Health System, qui gère l'hôpital où Katie Harrington a été traitée, et le cabinet de gynécologie Bedford Commons n'ont pas souhaité s'exprimer sur les soins qu'elle a reçus. « Nous prenons notre mission très au sérieux et nous évaluons nos pratiques en continu pour que nos patients reçoivent des soins de la meilleure qualité possible », a déclaré Elliot Health System.

Bedford Commons s'est dit inquiet du taux de morbidité et de mortalité maternelle aux Etats-Unis : « Aux côtés des obstétriciens de tout le pays, nous sommes déterminés à faire baisser les statistiques ».

Il n'a fallu qu'une dose de médicaments pour que la tension systolique de Mme Harrington redescende autour de 120, ce qui restait supérieur à la plupart des mesures effectuées pendant sa grossesse.

Le 10 décembre au matin, les analyses de Katie ont révélé une amélioration du fonctionnement de son foie. Elle avait un léger mal de tête. Son dossier d'hospitalisation indique qu'elle était triste d'être séparée de son bébé.

Elle était fatiguée, parlait lentement et avait les traits tirés, se souvient son mari. « Elle n'avait pas l'air bien », dit-il.

Quoi qu'il en soit, Katie et lui étaient contents que le médecin leur dise qu'elle pouvait rentrer chez elle : « On a pleuré tous les deux. On voulait être une famille. » Mme Harrington avait rendez-vous chez son gynécologue trois jours plus tard pour une visite de contrôle, et n'avait pas d'ordonnance pour des médicaments contre l'hypertension.

« Ce n'est pas à ça qu'on se prépare »

De retour chez elle, Katie a tenté de s'occuper de son nouveau-né. Mais le soir même, elle s'est de nouveau sentie mal. Sa tension était remontée, sans toutefois atteindre un niveau grave. Elle a dit à son mari qu'elle ne voulait pas retourner à l'hôpital, et qu'elle chercherait plutôt ses symptômes sur Google.

Ils ont passé la nuit à s'occuper de Weston à tour de rôle. Au réveil, Katie avait toujours mal à la tête, et sa tension était autour de 150. Elle a appelé son gynécologue et lui a expliqué ses symptômes. Le médecin lui a dit d'aller mesurer sa tension dans une pharmacie, de façon à avoir des chiffres plus précis, et de prendre du paracétamol pour son mal de tête, explique Diane Morrissette.

Katie et son beau-père ont fini par trouver un tensiomètre dans un supermarché. Ils ont effectué deux mesures, toutes deux à 140, soit une belle amélioration. Katie est rentrée de bonne humeur. Elle était aussi contente de voir que ses pieds étaient moins gonflés qu'avant.

En revanche, elle avait toujours mal au cou, au dos et aux épaules. Vers la fin de la journée, elle a dit à sa mère qu'elle avait besoin de dormir mais qu'elle avait peur de faire une sieste. Elle avait des vertiges. « Elle avait peur qu'il lui arrive quelque chose », explique Mme Morrissette.

Diane et son mari sont partis dîner avec d'autres membres de la famille, pour laisser à Katie et à Sean un moment de tranquillité. Plus tard, Katie a dit à Sean qu'elle voyait des taches et qu'elle allait s'allonger.

« Bonne nuit. Je t'aime », lui a-t-elle dit en l'embrassant. Elle est entrée dans la chambre, a mis un peu de musique et a pris leurs deux chiens, un croisé labrador et un bouledogue français, avec elle sur le lit. « Je t'aime. J'arrive », a-t-il répondu avant d'aller donner le biberon à Weston.

Une demi-heure plus tard, après avoir couché le bébé dans son berceau dans le salon, il a remarqué de la lumière sous la porte de la chambre. C'est étrange, a-t-il pensé. Katie devrait être en train de dormir. Il a ouvert la porte. Katie était allongée sur le ventre au milieu du lit, les bras le long du corps, les deux chiens à ses côtés. En souriant, il lui a demandé ce qu'elle faisait. Pas de réponse.

Il s'est assis sur le lit, et l'a mise sur le dos. Il a tenté de la réveiller. Mais son visage était violacé. Ses membres étaient raides.

Il a couru chercher son téléphone pour appeler les secours. L'opérateur lui a expliqué comment effectuer un massage cardiaque sur sa femme en attendant l'arrivée de l'équipe d'urgence, et a tenté de le calmer.

A l'arrivée de l'équipe, il a appelé Mme Morrissette, qui était encore au restaurant.

« On doit y aller. Maintenant, maintenant ! », a-t-elle crié au reste de sa famille.

Chez les Harrington, l'équipe de soins d'urgence tentait de ranimer Katie. Son cœur avait cessé de battre. Ils ont réussi à obtenir un faible pouls et l'ont mise dans l'ambulance.

> ***« Nous connaissons très mal les complications post-partum, il faut en faire beaucoup plus pour aider les femmes après l'accouchement »***

Aux urgences, les médecins ont pensé à une embolie pulmonaire, un caillot de sang dans les poumons. Le risque d'embolie pulmonaire est plus élevé chez les femmes enceintes et qui viennent d'accoucher, même si ce n'est pas une conséquence fréquente de la pré-éclampsie. Ils ont commencé à s'occuper d'elle, tandis que sa famille se tenait, angoissée, dans une salle d'attente vide.

Les médecins ont tenté plusieurs fois de ranimer Katie. Ils ont demandé à son mari, à son père et à sa mère de venir dans la pièce. Ils n'avaient pas réussi à la faire revenir. Diane Morrissette s'est assise à droite de sa fille, en lui tenant la main et l'épaule. C'est exactement là qu'elle se trouvait quelques jours plus tôt, quand Katie accouchait.

Un peu plus d'une heure après l'arrivée de la jeune mère aux urgences, elle était déclarée morte. La cause inscrite sur le certificat de décès était « probabilité d'embolie pulmonaire », même si aucun caillot n'a été remarqué pendant l'autopsie.

Quatre médecins qui ont analysé son dossier médical pour la famille pensent que Katie a pu mourir d'autre chose que d'une embolie pulmonaire, mais ils n'ont pas su dire quoi. Les pathologies fréquemment associées à la pré-éclampsie et qui peuvent être mortelles sont l'éclampsie, l'AVC et l'infarctus. Deux médecins qui ont examiné le dossier pour *The Wall Street Journal* se sont dits partagés sur la cause réelle du décès.

Mme Harrington était bien soignée, affirme docteure Hauspurg, qui a fait partie de cette équipe. « Cela montre bien que nous connaissons très mal les complications post-partum, et qu'il faut en faire beaucoup plus pour aider les femmes après l'accouchement », conclut-elle.

La société américaine de gynécologie-obstétrique recommande un contrôle de la tension artérielle des patientes à risque ou présentant une hypertension entre trois et dix jours après la naissance. Mais bien peu d'entre elles subissent ce contrôle.

De nombreux médecins prescrivent des médicaments aux patientes qui développent de l'hypertension après l'accouchement si leur tension atteint ou dépasse 140/90. D'autres ne les prescrivent que si l'hypertension devient sévère. Ces médicaments peuvent avoir des effets secondaires.

Le matin suivant le décès de Mme Harrington, une infirmière a appelé son téléphone portable pour la visite de contrôle prévue. « Bonjour Katie », a-t-elle dit quand son mari a répondu. Sean lui a dit que sa femme était morte. Quelques heures plus tard, sous le choc, il a fait ses valises et est parti s'installer avec son fils chez les Morrissette.

Sean Harrington, 36 ans, vit désormais dans un appartement que ses beaux-parents ont construit pour lui à côté du garage. Durant la semaine, Weston, âgé maintenant de 21 mois, passe ses journées et ses nuits avec sa grand-mère, tandis que Sean part à 4 h 30 du matin travailler dans une entreprise de tuyauterie, à une heure de route.

Depuis la mort de Katie, Diane, 48 ans, n'est plus que l'ombre d'elle-même, pour reprendre ses propres mots. Elle a quitté son travail, dans la société de prêts où travaillait aussi sa fille, pour s'occuper de son petit-fils. Elle ressasse constamment les derniers jours de la vie de sa fille, rongée par le fait que Katie ait pu penser qu'elle allait bien tant que sa tension était inférieure à 160.

Sean Harrington repense lui aussi très souvent à ces moments. « Je culpabilise énormément, pour plein de choses », explique-t-il. Il se demande notamment s'il aurait pu forcer Katie à retourner à l'hôpital quand elle s'est de nouveau sentie mal.

Il tente de s'habituer à sa vie de père célibataire, après tout juste dix mois de mariage avec la femme dont il était tombé « fou amoureux », et avec laquelle il rêvait d'avoir des enfants. « Ce n'est pas à ça qu'on se prépare, dit-il. On se prépare à l'exact opposé. La vie ne fait que commencer. »

Betsy McKay

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Timothée Gaven)

Edited from the original

Conférences
by l'Opinion



Ressources humaines :
L'engagement, mode d'emploi

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL

Jeudi 19 septembre 2024

De 9h à 10h30, Paris 8e

Découvrir
le programme
et s'inscrire



Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evenements

En partenariat avec :

